





Légende

-  Territoire urbanisé
-  Distance de 25 m aux habitations



Plan d'affectation communal
COMMUNE DE DOMPIERRE

Territoire urbanisé

Projet - Version pour examen préalable
09 juin 2022



Légende

-  Territoire urbanisé
-  Distance de 25 m aux habitations

Plan d'affectation communal
COMMUNE DE DOMPIERRE

Territoire urbanisé

Projet - Version pour examen préalable
09 juin 2022



Commune de Dompierre (VD)

Simulation pour le dimensionnement de la zone à bâtir (d'habitation et mixte)

NOOFS: 5671

Pré-estimation automatique des réserves réalisée le: 30.12.2019
Variante enregistrée le: 29.09.2021

Nom de la variante: 220715_Projet_Examen préa

Commentaire libre:

Population:	31.12.2019
Affectation du sol:	30.12.2019
Registre cantonal des bâtiments:	30.12.2019
Cadastre:	30.12.2019

Rapport généré le 27.02.2024

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponib le théoriqu e		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes		Surface brute de plancher réalisable (m2)				
30	Zone de centre de localité (zone village)	1610	0.4	0.4		90	90		100	100		580	580	587	587	-1	-1	0	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Gabarits existants + Périmètre d'implantation potentiel de 600 m2	0	580			
32	Zone de centre de localité (zone village)	2574	0.4	0.4		90	90		100	100		927	927	376	376	59	59	49	65	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Gabarits existants + Périmètre d'implantation potentiel de 600 m2	454	603			
153	Zone de centre de localité (zone village)	1440	0.4	0.4		90	90		100	100		519	519	27	27	95	95	94	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Maintien en zone centrale 15 LAT avec périmètre d'implantation C (690 m2)	488	519			
Total		5624																					942	1702	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir hors du périmètre de centre

19	34
----	----

* On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte

** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles

*** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive

**** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.

******* Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés**

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE DENSIFICATION HORS CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****			Part d'habitat (%)			Taux de saturation (%)			SBP théorique (m2)		SBP déjà bâtie (m2)			% disponib le théoriqu e		% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes		Surface brute de plancher réalisable (m2)			
2	Zone de centre de localité (zone village)	1682	0.4	0.4		90	90		100	100		606	606	550	550		9	9	9	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	55	0	
3	Zone de centre de localité (zone village)	1403	0.4	0.4		90	90		100	100		505	505	468	468		7	7	7	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	35	0	
5	Zone de centre de localité (zone village)	58	0.4	0.4		90	90		100	100		21	21	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	21	0	
11	Zone de centre de localité (zone village)	2918	0.4	0.4		90	90		100	100		1051	1051	907	907		14	14	14	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	147	0	
12	Zone de centre de localité (zone village)	4573	0.4	0.4		90	90		100	100		1646	1646	1595	1595		3	3	3	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	49	0	
19	Zone de centre de localité (zone village)	1648	0.4	0.4		90	90		100	100		593	593	287	287		52	52	40	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	237	0	
20	Zone de centre de localité (zone village)	2071	0.4	0.4		90	90		100	100		745	745	609	609		18	18	18	0	Justification des corrections de la	134	0	

																			commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants					
27	Zone de centre de localité (zone village)	3661	0.4	0.4		90	90		100	100		1318	1318	1167	1167		11	11	11	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	145	13	
28	Zone de centre de localité (zone village)	2491	0.4	0.4		90	90		100	100		897	897	244	244		73	73	73	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	655	0	
29	Zone de centre de localité (zone village)	1737	0.4	0.4		90	90		100	100		625	625	428	428		32	32	32	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	200	6	
33	Zone de centre de localité (zone village)	3270	0.4	0.4		90	90		100	100		1177	1177	835	835		29	29	29	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	341	12	
36	Zone de centre de localité (zone village)	3289	0.4	0.4		90	90		100	100		1184	1184	1001	1001		15	15	15	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	178	0	
39	Zone de centre de localité (zone village)	4675	0.4	0.4		90	90		100	100		1683	1683	1039	1039		38	38	10	1	Justification des corrections de la commune: Dézonage partiel Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	168	17	
45	Zone de centre de localité (zone village)	1587	0.4	0.4		90	90		100	100		571	571	0	0		100	100	100	100	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation potentiel de 600 m2 (potentiel 12 nvx hab)	571	571	
47	Zone de centre de localité (zone village)	8781	0.4	0.4		90	90		100	100		3161	3161	969	969		69	69	30	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	948	0	

48	Zone de centre de localité (zone village)	3215	0.4	0.4		90	90		100	100		1157	1157	717	717		38	38	23	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage Commentaire de la commune: Mesure d'utilisation limitée à l'existant	266	0	
49	Zone de centre de localité (zone village)	883	0.4	0.4		90	90		100	100		318	318	120	120		62	62	62	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	197	0	
50	Zone de centre de localité (zone village)	37	0.4	0.4		90	90		100	100		13	13	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage	13	0	
52	Zone de centre de localité (zone village)	1202	0.4	0.4		90	90		100	100		433	433	333	333		23	23	23	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	100	0	
53	Zone de centre de localité (zone village)	1013	0.4	0.4		90	90		100	100		365	365	257	257		30	29	30	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	110	0	
54	Zone de centre de localité (zone village)	1157	0.4	0.4		90	90		100	100		416	416	293	293		30	30	30	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	125	0	
64	Zone de centre de localité (zone village)	1497	0.4	0.4		90	90		100	100		539	539	332	332		38	38	38	55	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (300 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	205	296	
65	Zone de centre de localité (zone village)	1196	0.4	0.4		90	90		100	100		430	430	286	286		34	34	34	25	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (100 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	146	108	
68	Zone de centre de localité (zone village)	180	0.4	0.4		90	90		100	100		65	65	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée	65	0	

																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																																						</
--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	----

155	Zone de centre de localité (zone village)	1739	0.4	0.4		90	90		100	100		626	626	525	525		16	16	16	0	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	100	0	
156	Zone de centre de localité (zone village)	4222	0.4	0.4		90	90		100	100		1520	1520	1151	1151		24	24	24	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage	365	0	
165	Zone de centre de localité (zone village)	1550	0.4	0.4		90	90		100	100		558	558	325	325		42	42	42	55	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (300 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	234	307	
166	Zone de centre de localité (zone village)	941	0.4	0.4		90	90		100	100		339	339	286	286		15	16	15	92	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (300 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	51	312	
167	Zone de centre de localité (zone village)	955	0.4	0.4		90	90		100	100		344	344	501	501		-46	-46	0	30	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (100 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	0	103	
171	Zone de centre de localité (zone village)	1056	0.4	0.4		90	90		100	100		380	380	374	374		2	2	2	26	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Périmètre d'implantation (100 m2 supplémentaires à la SPd bâtie)	8	99	
174	Zone de centre de localité (zone village)	1045	0.4	0.4		90	90		100	100		376	376	332	332		12	12	12	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	45	0	
202	Zone de centre de localité (zone village)	949	0.4	0.4		90	90		100	100		342	342	150	150		56	56	56	0	Justification des corrections de la commune: Règlement : inconstructibilité liée au règlement actuel (1.3.1.15) Commentaire de la	192	0	

																			commune: Bâtiments non transformables en habitation						
232	Zone de centre de localité (zone village)	3550	0.4	0.4		90	90		100	100		1278	1278	610	610		52	52	47	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Nouvelles constructions non cadastrées Mesure d'utilisation limitée à l'existant Mesure d'utilisation limitée à l'existant	601	0		
233	Zone de centre de localité (zone village)	1082	0.4	0.4		90	90		100	100		390	390	329	329		16	16	16	0	Justification des corrections de la commune: Autre, à commenter Commentaire de la commune: Mesure utilisation du sol limité aux gabarits existants	62	0		
239	Zone d'habitation de très faible densité	7634	0.4	0.4		97	97		100	100		2954	2954	0	0		100	100	60	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage	1772	0		
241	Zone de centre de localité (zone village)	1630	0.4	0.4		90	90		100	100		587	587	0	0		100	100	100	0	Justification des corrections de la commune: Dézonage	587	0		
Total		95196																					13037	1849	

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir hors du périmètre de centre

261	37
-----	----

- * On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte
- ** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles
- *** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive
- **** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.
- ***** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés

PARCELLES CONTENANT UNE RESERVE (POSSIBILITE D'IMPLANTER UNE NOUVELLE CONSTRUCTION) EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrains contenant une réserve

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****	Part d'habitat (%)	Taux de saturation (%)	SBP théorique (m2)	SBP déjà bâtie (m2)	% disponib le théoriqu e	% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes	Surface brute de plancher réalisable (m2)
Total		0								00

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)

00

** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte*

*** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles*

**** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive*

***** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.*

****** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés*

PARCELLES CONTENANT UN POTENTIEL DE DENSIFICATION EN CENTRE

xx	Donnée fournie par le service en charge du développement territorial
xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

Terrain contenant un potentiel de densification

N° parcelle / DDP**	Type de zone d'affectation***	Surface (m2)	CUS/IUS****	Part d'habitat (%)	Taux de saturation (%)	SBP théorique (m2)	SBP déjà bâtie (m2)	% disponib le théoriqu e	% disponible en tenant compte des éventuelles contraintes	Surface brute de plancher réalisable (m2)
Total		0								00

Le Plan directeur cantonal prévoit une surface de 50m2 par habitant.

Total de la capacité de développement résidentiel de la zone à bâtir dans le périmètre de centre (si présent)00

** On entend par terrain une parcelle ou partie de parcelle, ou un droit de superficie, compris dans la zone à bâtir à vocation d'habitation ou mixte*

*** Les DDP sont des droits distincts permanents, tels que des droits de superficie, qui s'appliquent sur une fraction délimitée d'une ou plusieurs parcelles; pour les besoins de l'estimation des réserves, ces DDP sont assimilés à des parcelles*

**** Le type de zone mentionné est le type majoritaire (en cas de terrain comprenant plusieurs affectations) selon la typologie cantonale issue de la directive*

***** Le CUS (coefficient d'utilisation du sol) ou l'IUS sont calculés sur la base des valeurs en vigueur dans les règlements si elles existent et que la base de données cantonale les a déjà intégrées, ou sur la base de valeurs moyennes en fonction du type de zone, p.ex. 0.5 pour les zones de centre de localité et 0.25 pour les zones de très faible densité; dans le second cas, les valeurs doivent être contrôlées et au besoin, modifiées.*

****** Le % constructible représente la part des droits à bâtir résiduels du terrain, une fois déduits les droits à bâtir utilisés par les constructions existantes, le total des droits à bâtir d'un terrain étant équivalent à CUS * Surface (m2), et les droits à bâtir utilisés par l'emprise au sol des bâtiments multipliée par le nombre d'étages des bâtiments concernés*

Capacité de développement résidentiel à 15 ans hors zone à bâtir

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à corriger par la commune si besoin
xx	Donnée modifiée par la commune

		Données SDT	Données Communes	
Mesure C21	Constructions et installations dignes de protection			logements
Mesure C22	Petites entités urbanisées (hameaux)			logements
Mesure C23	Territoires à habitat traditionnellement dispersé			logements
Mesure C24	Paysages dignes de protection et constructions caractéristiques			logements
Total sans doublons				logements
		+	+	
Plus de 25% d'habitations ou de 20 habitations hors zone à bâtir				logements
Total des logements		0	0	logements
Le PDCn prévoit 3 habitants par logement.				
		0	0	habitants
Le PDCn prévoit un coefficient de 60% pour tenir compte du rythme de reconversion		x 60%	x 60%	
Total des habitants		0	0	habitants

Bilan du dimensionnement de la zone à bâtir

	Dompierre (VD)
N° OFS	5671

xx	Donnée calculée automatiquement
xx	Donnée à compléter la commune (si besoin)
xx	Donnée modifiée par la commune
xx	Valeur avant nettoyage

A. Besoins

Possibilité de développement allouée par la mesure A11 [Croissance annuelle en % de la pop. de référence]

Année de référence

Horizon de planification

En centre		Hors du centre	
0	0	0.75	0.75
2015	2015	2015	2015
2036	2036	2036	2036

Population

Année de référence (31 décembre 2015)

Année du bilan (31 décembre 2019)

0	0	247	247
0	0	232	232

Possibilité de développement allouée par la mesure A11 entre l'année de référence et l'horizon [habitants]

0	0	45	45
---	---	----	----

Logements d'utilité publique (24 pour les communes avec centre et 12 pour les autres) [habitants]

0	0	0	0
---	---	---	---

Population maximale à l'horizon de planification selon la mesure A11

Besoins au moment du bilan [habitants]

0	0	292	292
0	0	45	45

B. Capacités d'accueil au moment du bilan

Capacité des réserves représentées en vert sur la carte [habitants]

En centre		Hors du centre	
0	0	201	34

Potentiel de densification des autres parcelles [habitants]

0	0	79	37
---	---	----	----

Pourcentage du potentiel de densification à utiliser [%]

33	33	33	33
----	----	----	----

Part du potentiel de densification comptabilisé à l'horizon de planification [habitants]

0	0	26	12
---	---	----	----

Capacité de développement hors de la zone à bâtir [habitants]

0	0	0	0
---	---	---	---

Capacités d'accueil au moment du bilan [habitants]

0	0	227	46
---	---	-----	----

C. Bilan

Etat de la capacité d'accueil par rapport aux besoins (sur-capacité si positif) [habitants]






Selon la formule: (Capacité d'accueil au moment du bilan) - (Besoins au moment du bilan).

En centre		Hors du centre	
0	0	182	1

ESTIMATION DES RÉSERVES EN ZONE À BÂTIR À VOCATION D'HABITATION OU MIXTE

LÉGENDE


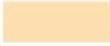





Statut de la réserve

Réserve en terrain non bâti	
Réserve en terrain partiellement bâti	
Pas de réserve car le terrain est bâti	
Dézonage partiel	
Dézonage complet	

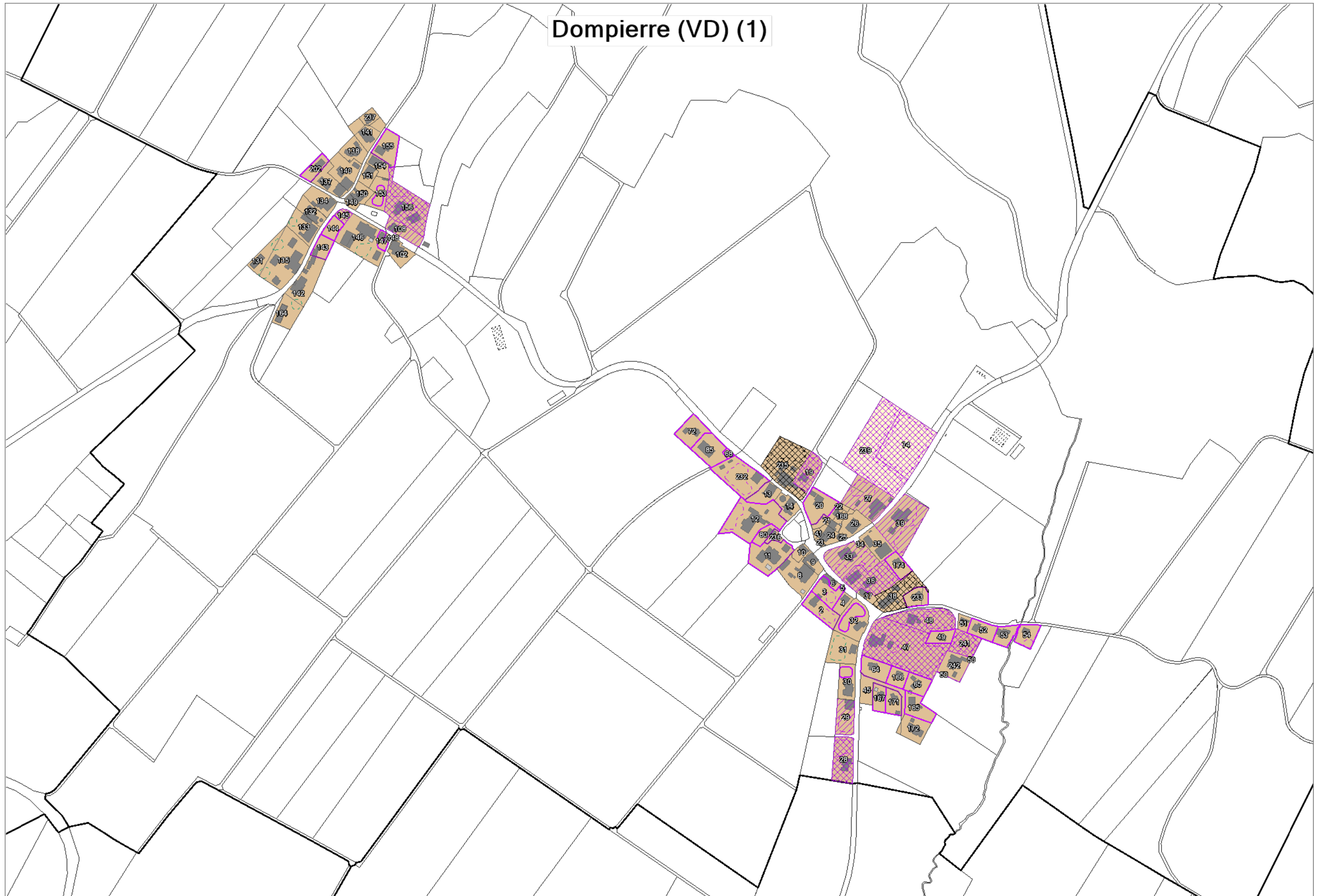
Signification des couleurs

Réserve	
Élément modifié par la commune	
Remarque de la part du SDT	
Extension de la zone à bâtir	

Affectation du sol

Zone d'habitation de très faible densité	
Zone d'habitation de faible densité	
Zone d'habitation de moyenne densité	
Zone d'habitation de forte densité	
Zone de centre de localité (zone village)	
Zone de centre historique	
Zone de hameau	

Dompierre (VD) (1)



Anaïs Seigneur

De: Scheurer Yves <yves.scheurer@vd.ch>
Envoyé: lundi 29 novembre 2021 12:12
À: Anaïs Seigneur
Objet: RE: Commune de Dompierre - PA communal - Délimitation de l'espace réservé aux eaux

Bonjour Madame Seigneur,

Merci pour les couches soumises. Notez que nous attendons également des mandataires un plan en format PDF, au 1/2'500 ou échelle lisible, comportant l'ERE coté par tronçon. Ce plan doit comporter les limites du PA. La situation étant assez simples pour ce PA, je l'ai passé en revue sur le SIG.

Les largeurs des ERE définies sont correctes.

Le tracé de référence ne me paraît pas toujours le plus juste (ex. La Seyve, à l'aval village). De façon générale, hors zone à bâtir, vous pouvez vous référencer au TLM swisstopo plutôt qu'au tracé de GESREAU. A l'intérieur de la zone à bâtir (pas de cas dans ce PA), il faut généralement les examiner plus en détail, selon les consignes de la fiche d'application ERE PA VD.

Pour le tronçon amont du ruisseau des Granges, ci-dessous, merci de prendre le tracé défini par la chambre, en limite de la parcelle 155, et l'exutoire (triangle noir), plutôt que le tracé GESREAU. Il n'y a pas besoin de définir l'ERE plus à l'amont que la limite des parcelles 107 et 155.



En restant à votre disposition pour tout complément d'information, je vous adresse mes meilleures salutations.



Yves Scheurer – Chef de projet revitalisation
ETAT DE VAUD, Département de l'environnement et de la sécurité
(DES)
Direction générale de l'environnement (DGE)
Division Ressources en eau et économie hydraulique
Avenue de Valmont 30b, 1014 Lausanne
Tel. : + 41 21 316 18 44 - Fax : + 41 21 316 75 12
yves.scheurer@vd.ch - <http://www.vd.ch/dge>

De : Anaïs Seigneur <seigneur@repetti.ch>

Envoyé : lundi, 29 novembre 2021 10:07

À : Scheurer Yves <yves.scheurer@vd.ch>

Objet : RE: Commune de Dompierre - PA communal - Délimitation de l'espace réservé aux eaux

Bonjour Monsieur Scheurer,

Pouvez-vous me confirmer avoir bien reçu notre proposition de délimitation de l'ERE pour la commune de Dompierre joint à mon message du 22 octobre dernier ?

Pouvez-vous également m'indiquer un délai de traitement s'il-vous-plaît ?

En l'attente de votre retour, je vous adresse mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur
Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl
Rue Industrielle 16
CH-1820 Montreux
021 961 1356
www.repetti.ch

De : Anaïs Seigneur

Envoyé : vendredi 22 octobre 2021 13:08

À : Scheurer Yves <yves.scheurer@vd.ch>

Objet : RE: Commune de Dompierre - PA communal - Délimitation de l'espace réservé aux eaux

Bonjour Monsieur Scheurer,

Vous trouverez en pièce jointe, une proposition de délimitation de l'espace réservé théorique (hors zone à bâtir) sur la base des informations que vous m'avez fourni en janvier passé. La fiche d'application indique que nous devons vous soumettre cette donnée pour validation, objet du mail aujourd'hui.

Merci de me confirmer la bonne réception du présent message.

En l'attente de votre détermination, je vous adresse mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur
Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl
Rue Industrielle 16
CH-1820 Montreux
021 961 1356
www.repetti.ch

De : Scheurer Yves <yves.scheurer@vd.ch>

Envoyé : mercredi 13 janvier 2021 16:34

À : Anaïs Seigneur <seigneur@repetti.ch>

Objet : RE: Commune de Dompierre - PA communal - Délimitation de l'espace réservé aux eaux

Bonjour Madame Seigneur,

Je vous remercie pour votre demande.

La nouvelle directive pour la délimitation de l'espace réservé aux eaux est disponible [en ligne](#). En outre, vous pourrez télécharger les données SIG de base [ICI](#). Ces données comportent toutes les informations nécessaires à la délimitation de l'espace réservé aux eaux selon la nouvelle directive.

Je me tiens volontiers à votre disposition pour tout complément d'information.

Meilleures salutations,

Yves Scheurer



Yves Scheurer – Chef de projet revitalisation
ETAT DE VAUD, Département de l'environnement et de la sécurité
(DES)
Direction générale de l'environnement (DGE)
Division Ressources en eau et économie hydraulique
Rue du Valentin 10, 1014 Lausanne
Tel. : + 41 21 316 18 44 - Fax : + 41 21 316 75 12
yves.scheurer@vd.ch - <http://www.vd.ch/dge>

De : Anaïs Seigneur [<mailto:seigneur@repetti.ch>]

Envoyé : mardi, 12 janvier 2021 09:29

À : Scheurer Yves

Cc : Info DGE

Objet : Commune de Dompierre - PA communal - Délimitation de l'espace réservé aux eaux

Bonjour Monsieur Scheurer,

Dans le cadre de la révision du plan d'affectation communal de la commune de Dompierre, nous devons délimiter l'espace réservé aux eaux pour les cours d'eau concernés.

Le site internet de la DGE indique que vous êtes la personne de contact pour le secteur Broye-Vully.

Afin de délimiter l'ERE, pouvez-vous nous fournir les informations suivantes :

- Cours d'eau devant faire l'objet d'une délimitation de l'espace réservé aux eaux,
- La largeur naturelle du fond du lit des cours d'eau concernés,
- Les éventuelles zones densément bâties concernées.

Je me tiens à disposition si besoin.

En l'attente de votre retour je vous adresse mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur
Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl

Rue Industrielle 16
CH-1820 Montreux
021 961 1356
www.repetti.ch

De: Ludovic Longchamp <l.longchamp@humagis.ch>
Envoyé: jeudi 14 janvier 2021 16:33
À: Anaïs Seigneur
Cc: sebastien.sachot@vd.ch
Objet: Re: TR: PA com Dompierre - Prise en compte du réseau écologique cantonal dans une planification communale

Bonjour Madame,

Suite à notre téléphone de tout à l'heure, je reviens à vous concernant le PACom de Dompierre.

Comme expliqué, pour la DGE-BIODIV l'élément vraiment important est le maintien des liaisons pour la faune entre les différentes zones de forêt au nord-est de la commune. En particulier les parcelles 124, 125 et 160 et la partie sud de la parcelle 121 et la petite partie agricole de la parcelle 117. L'affectation optimale pour cela est un « secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT ». Dans le règlement, il peut être repris l'énoncé de la fiche d'application de la DGTL sur le REC, à savoir « Ce secteur est destiné à assurer la fonctionnalité d'une liaison biologique prioritaire. Les installations, constructions susceptibles d'entraver définitivement le transit de la faune ne sont pas admises, sauf exceptions. »

Concernant le carré orange « TIBP lacunaire à renforcer », il n'y a pas de prise en compte particulière dans le cadre d'un PACom.

Il en va de même pour l'IMNS. Il est important de le décrire dans le rapport 47 OAT, mais sa protection est assurée par l'espace réservé aux eaux et il se trouve entièrement en forêt.

Sinon, les vergers ont effectivement une grande importance pour la biodiversité, de même que les bosquets agricoles. Nous vous encourageons vraiment à prévoir des dispositions pour assurer leur protection, ce serait une importante plus-value pour la nature ! De nombreuses communes ont pris en compte les vergers en les affectant en « zone agricole protégée » ou en « secteur de protection de la nature et du paysage 17 LAT ». Dans le règlement, l'article conseillé est : « Les vergers existants doivent être sauvegardés et complétés, lorsqu'il y a dépérissement, par des arbres fruitiers d'essence régionale. »

Je vous transmets également d'autres petits éléments, apportant une plus-value pour la partie nature :

- Encourager les propriétaires à planter des essences indigènes. « L'utilisation d'essences indigènes locales pour les plantations d'agrément est recommandée ». « La plantation de haies de thuyas ou autres essences formant un écran opaque est interdite en bordure de la zone agricole ; ailleurs, elle est déconseillée. »
- Banir les plantes exotiques envahissantes : « La plantation des espèces figurant sur la liste noire officielle et la liste de contrôle (watchlist) des espèces exotiques envahissantes est interdite. »
- Lutter contre la pollution lumineuse. Article à ajouter comme suit (suggestion de formulation) : « Une attention particulière sera portée sur le fait de limiter la pollution lumineuse. On privilégiera notamment un éclairage dynamique avec extinction lors des heures creuses de la nuit. L'éclairage des jardins sera limité autant que possible. »

Voilà, j'espère que ces quelques lignes pourront vous aider pour ce dossier. N'hésitez pas à nous solliciter au besoin si quelque chose n'est pas clair.

Avec mes remerciements et mes meilleures salutations,

Ludovic Longchamp
Mandataire externe pour la DGE-BIODIV



De : Anaïs Seigneur [<mailto:seigneur@repetti.ch>]

Envoyé : mardi, 12 janvier 2021 09:14

À : Guignard Lise

Objet : TR: PA com Dompierre - Prise en compte du réseau écologique cantonal dans une planification communale

Bonjour Madame,

Suite au message d'absence automatique de Monsieur Ciardo, je me permets de vous transmettre le message que je lui ai envoyé pour un éventuel traitement par une autre personne de votre service.

En l'attente de votre retour, je vous adresse mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur

Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl

Rue Industrielle 16

CH-1820 Montreux

021 961 1356

De : Anaïs Seigneur

Envoyé : mardi 12 janvier 2021 09:06

À : franco.ciardo@vd.ch

Objet : PA com Dompierre - Prise en compte du réseau écologique cantonal dans une planification communale

Bonjour Monsieur,

Nous sommes mandatés par la commune de Dompierre pour les travaux du plan d'affectation communal (ensemble du territoire communal).

Le périmètre est concerné par le réseau écologique cantonal notamment par des TIBP, TIBS et des liaisons écologiques ainsi que par un IMNS (Ruisseau de Seigneux, La Seyve / n° 166). Selon les fiches d'application publiées par le DTE, nous devons contacter le biologiste de région afin de vérifier d'avoir les bonnes données. Il nous communique également les objectifs généraux du REC et les affectations envisageables.

Ainsi pouvez-vous me communiquer les données à jours sur le périmètre et les affectations recommandées pour chaque élément ?

Je me tiens bien entendu à disposition pour une éventuelle séance ou par téléphone.

En vous remerciant pour votre retour, je vous adresse mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur

Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl

Rue Industrielle 16

CH-1820 Montreux

021 961 1356

Anaïs Seigneur

De: Joss Nicolas <nicolas.joss@vd.ch>
Envoyé: mercredi 6 juillet 2022 13:34
À: Anaïs Seigneur
Objet: RE: PACOm Dompierre - Révision intégration de la lisière forestière

Bonjour,
La proposition d'indiquer la limite forestière maintenue en trait-tillé rouge convient.

Par ailleurs, la limite devrait être constatée dans au moins les 10 mètres touchant la zb. Hors celle constatée ne respecte pas cette règle (au niveau de la parcelle 50). Devons-nous compléter le relevé ou pouvons-nous la reprendre telle quelle ? Vous pouvez la reprendre telle quelle.

Meilleures salutations



Nicolas Joss – Inspecteur forestier
Direction générale de l'environnement (DGE)
Arrondissement forestier 6
Rue du Temple 6 - CH-1530 Payerne
Tel +41 26 557 37 21 – Mobile 079 587 77 50

De : Anaïs Seigneur <seigneur@repetti.ch>
Envoyé : mardi, 5 juillet 2022 14:44
À : Joss Nicolas <nicolas.joss@vd.ch>
Objet : PACOm Dompierre - Révision intégration de la lisière forestière

Bonjour Monsieur Joss,

Nous sommes mandatés par la Commune de Dompierre pour la révision de leur PACom de 2011. Celui-ci était le document formel de constatation de la lisière forestière en ZB au niveau des parcelles n° 53, 54, 38 et 22 (enquête publique du 27.03 au 26.04.2007).

Dans le cadre de la révision du PACom en vigueur et de l'abrogation de ce dernier par le nouveau plan, nous nous demandons comment nous devons faire figurer cette limite forestière ? Nous vous proposons de l'indiquer en trait-tillé rouge comme figuré sur le plan en pièce jointe avec la légende suivante : Limite forestière maintenue (Enquête publique du 27.03 au 26.04.2007).

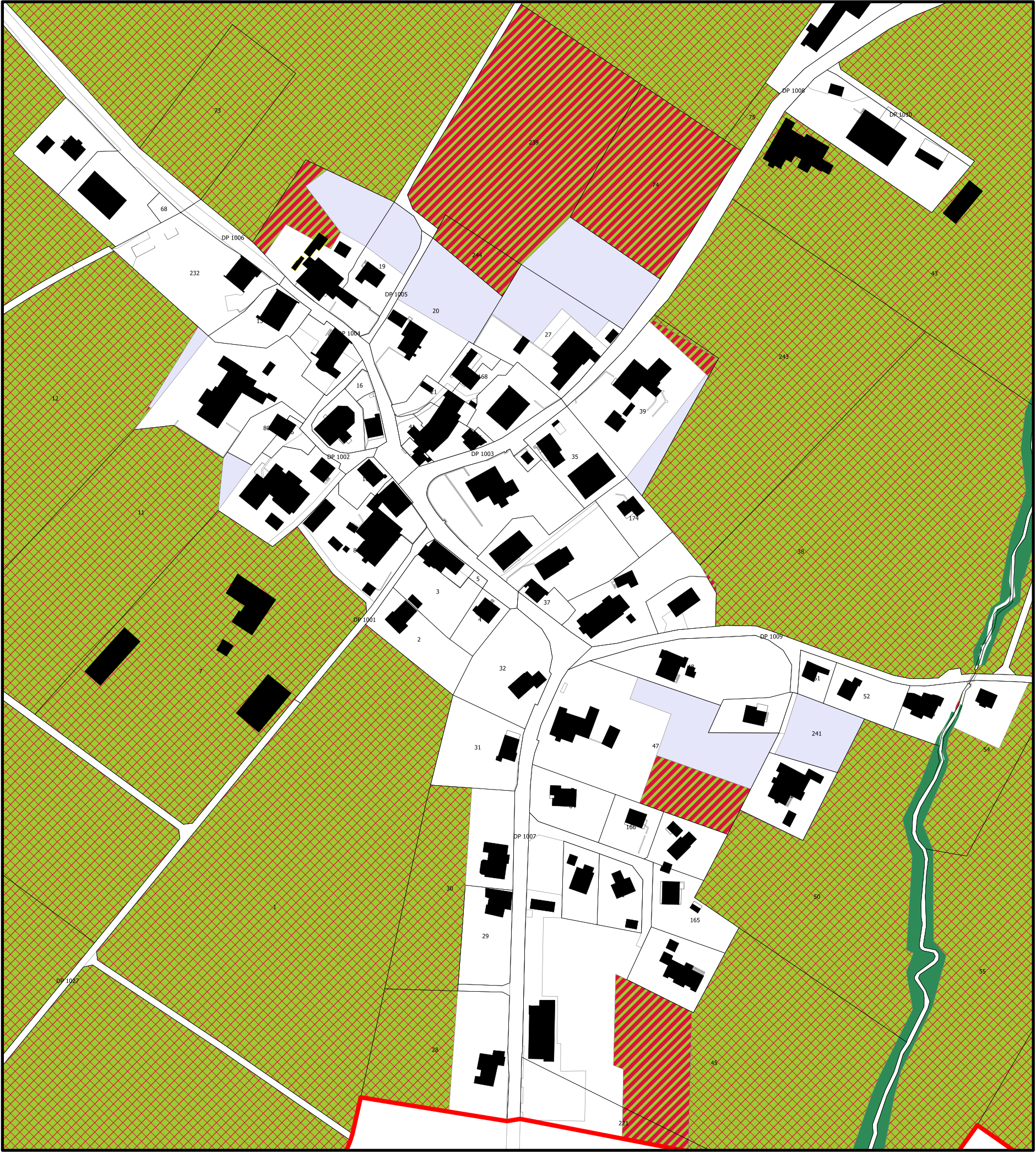
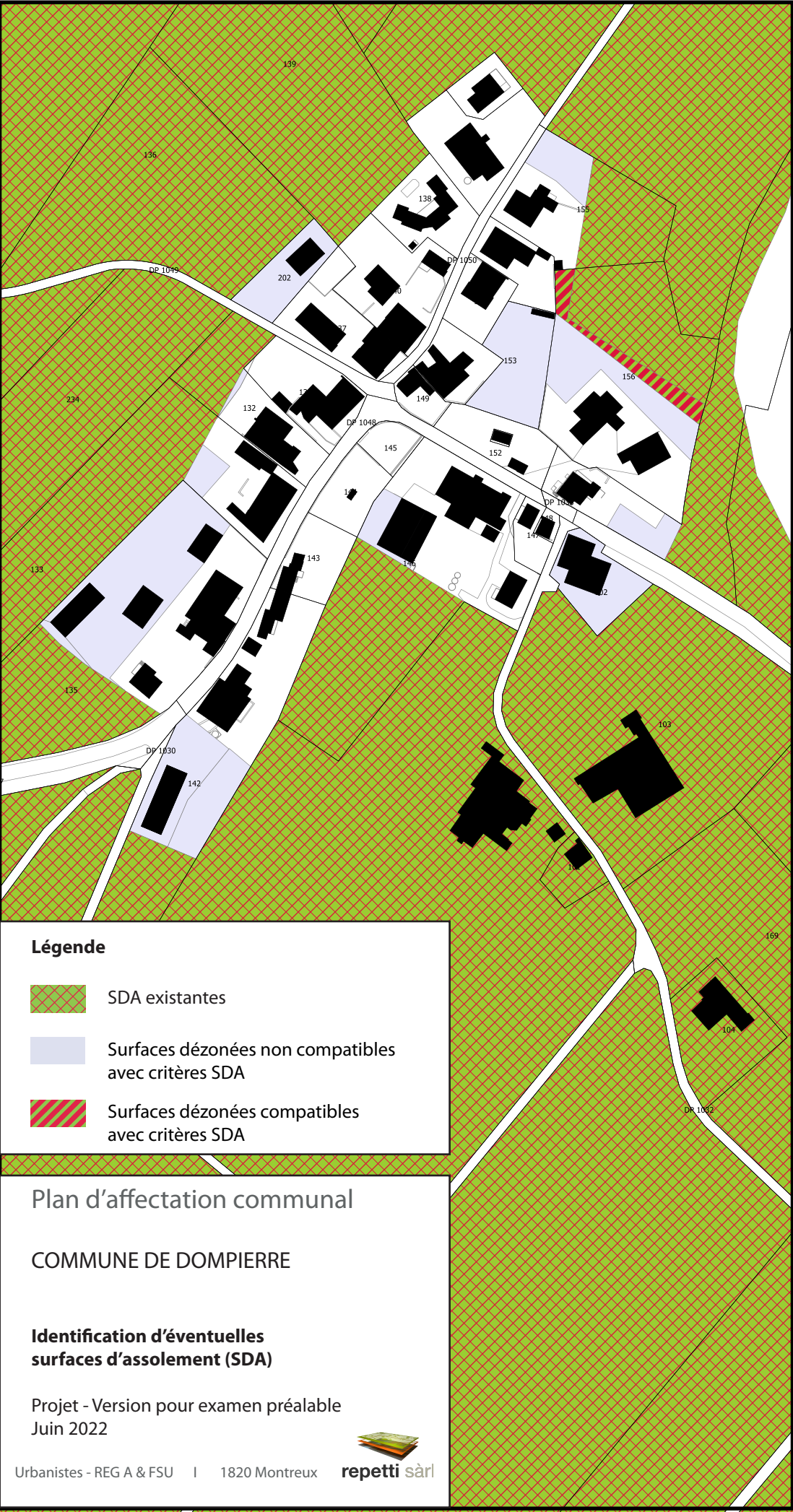
Par ailleurs, la limite devrait être constatée dans au moins les 10 mètres touchant la zb. Hors celle constatée ne respecte pas cette règle (au niveau de la parcelle 50). Devons-nous compléter le relevé ou pouvons-nous la reprendre telle quelle ?

Je vous remercie d'avance pour votre retour.

Avec mes meilleures salutations,

Anaïs Seigneur
Architecte-Urbaniste MA HES-SO

Repetti sàrl
Rue Industrielle 16
CH-1820 Montreux
021 961 1356
www.repetti.ch



Municipalité
de la Commune de Dompierre
Route de Lucens 1
1682 Dompierre (VD)

Personne de contact : Matthias Fauquex
T 021 316 79 32
E matthias.fauquex@vd.ch
N/réf. 192562 / MFX

Lausanne, le 28 janvier 2021

Commune de Dompierre
Révision du plan d'affectation communal
Avis préliminaire

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Par votre courriel du 13 octobre 2020, l'objet cité en titre nous est bien parvenu pour avis préliminaire, conformément à l'article 36 de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; BLV 700.11), et a retenu notre meilleure attention. Il est composé des pièces suivantes:

- lettre de la Municipalité du 13 octobre 2020 ;
- questionnaire complété du 9 octobre 2020 ;
- plans état du dimensionnement /territoire urbanisé /stratégie communale ;
- rapport stratégie communale du 9 octobre 2020.

Vous trouverez ci-dessous notre analyse et détermination. Celle-ci se fonde sur les bases légales actuellement en vigueur. Nous vous prions également de prendre connaissance de nos remarques figurant sur le questionnaire que nous vous retournons par courriel.

AVIS PRÉLIMINAIRE

Le projet soumis pour examen préliminaire concerne l'ensemble du territoire communal. Il est établi pour mettre en conformité le plan d'affectation au regard des possibilités offertes pour l'accueil de nouveaux habitants selon le plan directeur cantonal. Le plan d'affectation en vigueur sur le territoire communal date du 21 novembre 1980. De nombreuses contraintes doivent être transcrites dans le plan d'affectation en raison de l'évolution du cadre légal. Les lisières forestières, les espaces réservés aux eaux, les zones de protections des eaux, le degré de sensibilité au bruit en sont quelques-unes. La révision du plan général d'affectation s'avère donc nécessaire.

Le questionnaire annoté fait partie intégrante de l'examen préliminaire et figure en annexe. En vue de l'élaboration du projet, le questionnaire est à considérer avec attention. En effet, la table des matières du rapport d'aménagement selon l'article 47 de l'ordonnance du 28 juin 2000 sur l'aménagement du territoire (OAT ; RS 700.1) se basera sur les thématiques identifiées par le questionnaire.

Les commentaires de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL) qui figurent sur le questionnaire précisent les thématiques qui auraient été oubliées ou qui auraient été identifiées à tort.

La DGTL prend connaissance de l'intention de la commune de confirmer l'actuelle zone industrielle sur les parcelles n^{os} 42 et 76.

La DGTL émet un préavis positif quant à la confirmation des zones d'activités bâties de la commune de Dompierre aux conditions suivantes :

- densité /diversité des activités: assurer une utilisation rationnelle du sol notamment en optimisant le potentiel constructible et en fixant des règles de construction permettant l'entière utilisation du potentiel ;
- destination des zones d'activités : assurer une destination exclusive de la zone pour des activités économiques ;
- logement de gardiennage : interdire le logement dans les zones d'activités ou démontrer sa nécessité pour le gardiennage uniquement. Le cas échéant, il devra se situer dans les volumétries prévues pour les activités et ne pas se localiser au rez-de-chaussée.

Le projet n'est pas conditionné à la validation de la stratégie régionale de gestion des zones d'activités (SRGZA).

A ce stade, nous n'avons pas identifié d'éléments qui pourraient compromettre totalement le projet. Les thématiques à considérer lors de la phase d'élaboration du dossier sont désormais identifiées mais le présent avis préliminaire ne préjuge pas de l'examen préalable qui sera rendu sur la base des éléments développés dans le dossier.

L'analyse montre que pour pouvoir poursuivre la procédure LATC, le projet devra prendre en compte la question du dimensionnement de la zone à bâtir conformément à ce que prévoit la mesure A11 du Plan directeur cantonal (PDCn), en plus des remarques susmentionnées.

Cette dernière nécessite à notre avis une phase de coordination pour permettre l'élaboration d'un projet abouti et conforme aux bases légales.

Vous trouverez ci-après le déroulement de la phase de coordination.

DÉROULEMENT DE LA COORDINATION

Lors de cette phase de coordination, les séances listées dans le tableau ci-dessous devront être tenues. Avant chaque séance, l'ensemble des éléments à présenter devra avoir été transmis . Une fois l'ensemble des documents nécessaires à la séance reçu, nous vous contacterons pour organiser cette séance.

Séance	Thématiques	Services concernés	Eléments à présenter
1	Dimensionnement de la zone à bâtir	DGTL	<ul style="list-style-type: none"> • esquisse de projet avec vos intentions concernant les changements d'affectation avec la destination de chaque zone et les mesures d'utilisation du sol envisagées ; • projet de règlement.

Les thématiques mentionnées ci-dessus et les séances de coordination proposées concernent les éléments les plus complexes à traiter dans le cadre de l'élaboration du plan. La liste n'est pas exhaustive et pourra être complétée par la suite en fonction du résultat des séances de coordination.

Surfaces d'assolement (SDA)

Lors d'une restitution d'une zone à bâtir en zone agricole ou en zone agricole protégée, les surfaces prévues sont susceptibles d'être identifiées comme surfaces d'assolement (SDA).

Dans le cadre de l'examen préalable, il sera demandé à la Commune de figurer la localisation et de calculer les surfaces de terrains dézonés qui répondent aux 3 critères de SDA mentionnés dans la fiche d'application : « Comment identifier de nouvelles surfaces d'assolement lors de la révision d'un plan d'affectation », accessible sur notre site internet.

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

1. SERVICES CONCERNÉS PAR LE PROJET

Les services suivants sont également concernés par le projet, ils seront sollicités lors de l'examen préalable, mais ne font pas l'objet d'une coordination :

- Service de la sécurité civile et militaire (SSCM) ;
- Direction générale de l'environnement (DGE) :
 - Direction de l'énergie (DGE-DIREN) ;
 - Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV) ;
 - Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA) ;
- Etablissement cantonal d'assurance contre l'incendie et les éléments naturels (ECA) ;
- Division Sites et projets stratégiques de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL-SPS) ;
- Direction générale de l'agriculture, de la viticulture et des affaires vétérinaires (DGAV) ;
- Service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI) ;
- Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) ;
- Direction générale des immeubles et du patrimoine (DGIP).

2. COORDINATION DES PROCÉDURES

En application du principe de la coordination des procédures (article 25a de la loi du 22 juin 1979 sur l'aménagement du territoire (LAT; RS 700)), le projet doit être vérifié conformément aux procédures suivantes :

- Délimitation de la distance à la lisière forestière (à reporter sur le plan d'affectation).

3. SUITE DE LA PROCÉDURE

Nous vous invitons à avancer dans l'élaboration de votre projet en vue de la première séance de coordination telle que proposée ci-dessus. Le contenu du dossier de planification sera précisé au fur et à mesure du déroulement de la procédure.

Cependant, vous pouvez juger celle-ci non nécessaire et présenter directement un dossier pour l'examen préalable. Nous rappelons que ce dernier sera unique et il reviendra alors à la commune, à l'issue de l'examen, de garantir la conformité du projet en vue de son approbation par le Département. Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Pierre Imhof
directeur général



Matthias Fauquex
urbaniste

Annexe

Questionnaire de l'examen préliminaire annoté par la Direction générale du territoire et du logement, renvoyé par courriel

LE QUESTIONNAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom de la commune :	Commune de Dompierre
Nom du projet :	Plan d'affectation communal de Dompierre
Validé par la Municipalité dans la séance du : <i>Ajoutez la date (JJ-MM-AAAA)</i>	12-10-2020
Coordonnées moyennes :	2'557'200 / 1'173'500
Numéro(s) de parcelle(s) principale(s) :	Ensemble des parcelles situées sur le territoire communal
Planification(s) directrice(s) en vigueur sur le périmètre de projet : <i>Ajoutez la date d'approbation (JJ-MM-AAAA)</i>	Plan directeur cantonal (31-01-2018)
Plan(s) d'affectation en vigueur sur le périmètre de projet : <i>Ajoutez la date d'approbation (JJ-MM-AAAA)</i>	Plan général d'affectation (14-06-2011) Plan de zone réservée (25-06-2018) PPA Zone de déchetterie "Bois de Lechaire" (2000)
Zone(s) d'affectation en vigueur :	Zone du village, zone d'habitation villageoise, zone industrielle, zone intermédiaire, zone de verdure, zone d'utilité publique, zone agricole et aire forestière

PERSONNE DE CONTACT À LA COMMUNE

Nom et prénom :	Morand Blaise
Fonction :	Conseiller municipal
Téléphone :	+41 79 447 24 30
Adresse électronique :	blaise.morand@dompierre-vd.ch
Mandataire(s) <i>(facultatif)</i> :	Repetti sàrl Rue Industrielle 16, 1820 Montreux, info@repetti.ch, 021 961 13 56

PROJET DE PLANIFICATION

Description sommaire :

(Toutes informations utiles pour comprendre le projet : son but, sa surface, l'affectation envisagée, etc.)

Révision du plan d'affectation communal pour l'ensemble du territoire communal.

Concerne les zones à bâtir, le territoire agricole et l'aire forestière.

Date :

(JJ-MM-AAAA)

09-10-2020

Annexe(s) :

Rapport explicatif - Stratégie communale du 09-10-2020

Liste des questions

REMARQUES : ☐ Commune ☒ Réservé DGTL



PRINCIPES D'AMÉNAGEMENT

- 1 Le projet est-il régi par un plan directeur régional, intercommunal, communal ou localisé en vigueur ? ☒ Non

Un plan directeur régional intercantonal de la Broye est en cours de réalisation.
- 2 Le projet est-il régi par un plan d'affectation entré en vigueur depuis moins de 15 ans ? ☒ Oui

Le plan général d'affectation date du 14 juin 2011.
- 3 Le projet a-t-il une influence sur le dimensionnement de la zone d'habitation et mixte ? ☒ Oui
- 4 Le projet se situe-t-il à l'intérieur du territoire urbanisé communal, entièrement ou en partie ? ☒ Oui

En partie.
- 5 Les terrains en zone à bâtir compris dans le périmètre du projet sont-ils entièrement équipés ? ☒ Oui

Les parcelles 74 et 239 ne sont pas équipées. Il est prévu de les dézoner.
- 6 Le projet nécessite-il des mesures favorisant et garantissant la disponibilité des terrains à bâtir ? ☒ Oui
- 7 Le projet est-il concerné par des terrains bénéficiant d'une plus-value ? ☒ Non
- 8 Le projet nécessite-t-il la mise en place d'une stratégie d'information et/ou d'une démarche participative ? ☒ Oui



AFFECTATION

9 Le projet prévoit-il de la zone à bâtir, au sens de l'article 15 LAT ?



Oui

Toutes créations de nouvelles zones à bâtir devra faire l'objet d'un justificatif dans le rapport 47 OAT, même dans le cas

10 Le projet prévoit-il de la zone agricole, au sens de l'article 16 LAT ?



Oui

Voir rubrique "Remarques" en fin de document

11 Le projet prévoit-il de la zone à protéger, au sens de l'article 17 LAT ?



Oui

Le territoire communal est concerné par un IMNS.

12 Le projet prévoit-il d'autres zones, au sens de l'article 18 LAT ?



Oui

Zone affectée à des besoins public 18 LAT (cimetière et déchetterie existante) et de l'aire forestière.

13 Le projet prévoit-il de la zone réservée ?



Non

14 Le projet prévoit-il ou supprime-t-il une zone d'activités ?



Oui

Maintien du secteur (parcelle 42 et 76) aujourd'hui affecté en zone industrielle.

15 Le projet comprend-il une zone d'installations (para-)publiques ?



Oui

Notamment les secteurs de la salle communale avec terrain de foot, de l'église, etc.

16 Le projet empiète-t-il sur ou restitue-t-il des surfaces d'assolement ?



Oui

Les parcelles qui font l'objet d'un retour en zone agricole feront l'objet d'une analyse pour un classement en SDA.



MOBILITÉ

17 Le projet prévoit-il une installation à forte fréquentation ?



Non

Dans le cas où les zones à bâtir autorisent des commerces, la mesure D13 du PDCn devra être respectée.

18 Le projet nécessite-t-il la création de nouvelles voies d'accès ou la modification de celles existantes ?



Oui

Pour les parcelles dont l'accessibilité n'est pas garanti par l'affectation.

19 Le projet génère-il du stationnement (véhicules à moteur et vélos) ?



Non

Sous réserve des parcelles non bâties qui seront maintenues en zone à bâtir.

20 Le projet engendre-t-il une augmentation de la charge de trafic ?



Non

Sous réserve des parcelles non bâties qui seront maintenues en zone à bâtir.

21 Le projet contient-il ou jouxte-t-il une ligne de transports publics (avec ligne de contact aérienne), une installation ferroviaire ou une autoroute ?



Non



PATRIMOINE CULTUREL

22 Le projet contient-il des éléments paysagers inscrits à l'Inventaire fédéral des paysages, sites et monuments naturels d'importance nationale ou à l'Inventaire cantonal des monuments naturels et des sites ?



Oui

Ruisseau de Seigneux, La Seyve : objet IMNS protégé.

23 Le projet figure-t-il dans l'Inventaire des sites construits à protéger, entièrement ou en partie ?



Oui




ISOS Régional.

24 Le projet ou ses environs contiennent-ils des objets inscrits au recensement architectural ?








Oui

Note *2*, *3* et *4*. Certains bâtiments *2* sont classés au monument historique et inscrits à l'inventaire cantonal.

- 25 Le projet est-il concerné par un objet inscrit à l'Inventaire des voies de communication historiques de la Suisse ? 
- Le périmètre est concerné par des IVS avec substance d'importance national, régional et local.
- 26 Le projet touche-t-il une région archéologique ? 
- Région archéologique n° 301 (habitat romain).
- 27 Le projet est-il concerné par un parc ou un jardin à valeur patrimoniale ? 
- Les parcelles suivants sont concernées par un jardin ICOMOS : 52, 242/50, 33, 15, 11, 20, 112 et 134.



PATRIMOINE NATUREL

- 28 Le projet est-il concerné par la présence d'un milieu ou élément naturel répertorié dans un inventaire fédéral, un inventaire cantonal ou un arrêté / une décision de classement cantonal en lien avec la protection du patrimoine naturel ? 
- Ruisseau de Seigneux, La Seyve : objet IMNS protégé
- 29 Le projet fait-il partie d'un périmètre de parc naturel régional ou d'un parc naturel périurbain ? 
- 30 Le projet contient-il un territoire d'intérêt biologique prioritaire ou supérieur ou une liaison biologique du réseau écologique cantonal ? 
- 31 Le projet comprend-il des arbres, cordons boisés, boqueteaux et haies vives protégés au niveau communal ? 
- Règlement communal sur la protection des arbres du 20 mai 2008.
- 32 Y a-t-il un groupe d'arbres et arbustes forestiers compris dans ou à proximité (env. 10 m) du périmètre de projet qui pourrait être considéré comme forêt ? 

33 Le projet empiète-t-il sur l'aire forestière ?



Non

Une constatation de la lisère forestière au niveau de la zone à bâtir est à effectuer.



PROTECTION DE L'HOMME ET DE L'ENVIRONNEMENT

34 Le projet est-il soumis à une étude d'impact sur l'environnement ?



Non

35 Le projet est-il soumis à des mesures énergétiques ?



Non

Le périmètre de projet n'est pas concernée par l'article 46a du règlement d'application de la LVLEne.

36 Le projet prévoit-il des installations ou infrastructures susceptibles de provoquer des atteintes à la qualité de l'air ?



Non

37 Le projet se situe-t-il dans un secteur répertorié dans un cadastre d'exposition au bruit ?



Non

38 Le projet prévoit-il des installations ou infrastructures générant une augmentation du bruit, y compris par une augmentation du trafic routier ?



Non

Sous réserve des parcelles non bâties qui seront maintenues en zone à bâtir.

39 Le projet est-il soumis à un risque d'accident majeur ?







Non

40 Le projet se situe-t-il à proximité d'une source de rayonnement non ionisant ?



Non

- 41 Le projet nécessite-il des mesures de gestion des eaux météoriques ? 
- Sur la base du PGEE communal du 31 mars 1999.
- 42 Le projet se situe-t-il dans un secteur de protection des eaux souterraines menacé ? 
- Le périmètre est concerné par des secteurs de protection S, Au et üB.
- 43 Le projet est-il bordé ou traversé par un cours d'eau ou une étendue d'eau ? 
- Voir la rubrique Remarque ci-après
- 44 Le projet est-il concerné par des dangers naturels ? 

Remarques

Question 10 - Zones agricoles

Conformément à la nouvelle fiche d'application "Comment identifier les nouvelles surfaces d'assolement (SDA) lors de la révision d'un plan d'affectation?", la commune doit identifier les parcelles pouvant potentiellement représenter de futures SDA et devant faire l'objet d'études pédologiques.

Question 43 - Espace réservé aux eaux:

Avant l'examen préalable, contacter la DGE-EAU pour obtenir les données pour délimiter l'espace réservé aux eaux (ERE). A partir de ces données, transmettre une proposition de délimitation de l'ERE à la DGE-EAU et obtenir sa validation.

En dehors du territoire urbanisé, l'espace réservé aux eaux prend la forme d'une limite de construction. Dans le territoire urbanisé, il est à affecter en zone de verdure.

Commune de Dompierre VD

Plan d'affection communale



Rapport de synthèse de l'atelier I

25 septembre 2021 – 09h00 – 12h00

Balade participative des Granges de Dompierre à Dompierre



Table des matières

1. Contexte.....	3
2. Démarche participative	4
2.1 Buts d'une démarche participative.....	4
2.2 Déroulement.....	4
3. Synthèse de l'atelier 1	5
3.1 Forme du diagnostic proposer aux participants	5
3.2 Temps de discussion 1 et 4 - Urbanisation.....	7
3.3 Temps de discussion 2 - Mobilité.....	8
3.4 Temps de discussion 3 - Paysage.....	9
3.5 Travaux annexes.....	10
3.6 Restitution.....	11
4. Piste de réflexion pour intégration dans le PACom.....	12
5. Annexes.....	13

1. Contexte

Avec la modification en 2014 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), une quatrième adaptation du Plan directeur cantonal (PDCn) approuvée en 2018 et une modification de la Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) en 2018, le cadre technico-juridique de l'aménagement du territoire connaît une évolution significative. En particulier, la thématique du dimensionnement des zones à bâtir a changé, avec l'exigence d'orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti et de dimensionner précisément les zones à bâtir pour répondre au maximum aux besoins démographiques à 15 ans. Dès lors, les communes sont tenues de vérifier l'adéquation entre leur capacité d'accueil en habitants-emplois et la croissance démographique prévue par le PDCn. Elles doivent ensuite adapter leur stratégie de développement de l'urbanisation, redimensionner leurs éventuelles réserves excédentaires et mettre leurs plans d'affectation en conformité avec les nouvelles exigences.

Les zones à bâtir de la commune de Dompierre sont surdimensionnées. Le Plan général d'affectation de 1980, modifié en 2011 prévoit des surfaces d'extension de l'urbanisation supérieures à la croissance permise selon le PDCn. La Commune est donc tenue de revoir le dimensionnement de sa zone à bâtir et de réviser son plan d'affectation communal.

Dans le cadre des travaux de révision, la Municipalité de Dompierre a souhaité organiser une démarche participative afin d'inclure les habitants et acteurs du village et de la région et de répondre au mieux aux attentes de chacun.

2. Démarche participative

2.1 Buts d'une démarche participative

La démarche participative mobilise la population dans un processus d'élaboration d'un projet d'aménagement du territoire dans le but cerner ses attentes, pratiques, usages et idées d'aménagement en lien avec leur village pour les traduire au mieux dans le cadre de la planification.

La finalité de la démarche est de fournir aux urbanistes un maximum d'informations en provenance des habitants et usagers du site, leurs permettant alors de réaliser le projet le plus adéquat à son contexte, tout en gardant à l'esprit que ce dernier devra respecter le cadre légal et les planifications supérieures.

La démarche participative vise également à sensibiliser la population aux enjeux en lien avec l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'informer sur la réglementation en vigueur et les procédures liées.

Dans la mesure du possible, les résultats de la présente démarche participative sont intégrés dans la planification en cours.

2.2 Déroulement

La démarche participative a été prévue en deux étapes, sous la forme de deux ateliers :

- Atelier 1 : Information sur le contexte et les objectifs du plan d'affectation et réalisation d'un diagnostic qui servira de base à la réalisation de l'avant-projet. L'atelier 1 s'est tenu le 25 septembre 2021. Il est synthétisé dans le présent rapport.
- Atelier 2 : Le deuxième atelier sera l'occasion de présenter à la population les résultats du premier atelier et l'application des éléments soulevés par la population dans le plan d'affectation. La population aura l'occasion d'évaluer si l'intégration des éléments soulevés lors du premier atelier est pertinente à leur yeux. L'atelier 2 est prévu le 29 novembre 2021 à 19h00.

Une information publique au moment de l'enquête publique du plan d'affectation communal conclura la démarche participative.

Pour l'atelier 1, l'information de la tenue de l'atelier s'est faite via le pilier public, un tout ménage et une annonce au Conseil communal. Une demande d'inscription a été demandée aux participants pour organiser au mieux l'atelier.

3. Synthèse de l'atelier 1

Cette partie a pour objectif de résumer les principaux éléments présentés et résultats ressortis de l'atelier participatif.

Nombre de participants : 26 participants.

Types de participants : L'ensemble des catégories de population était représenté (enfants, homme, femme, âges variés). La grande majorité des participants était des habitants du village.

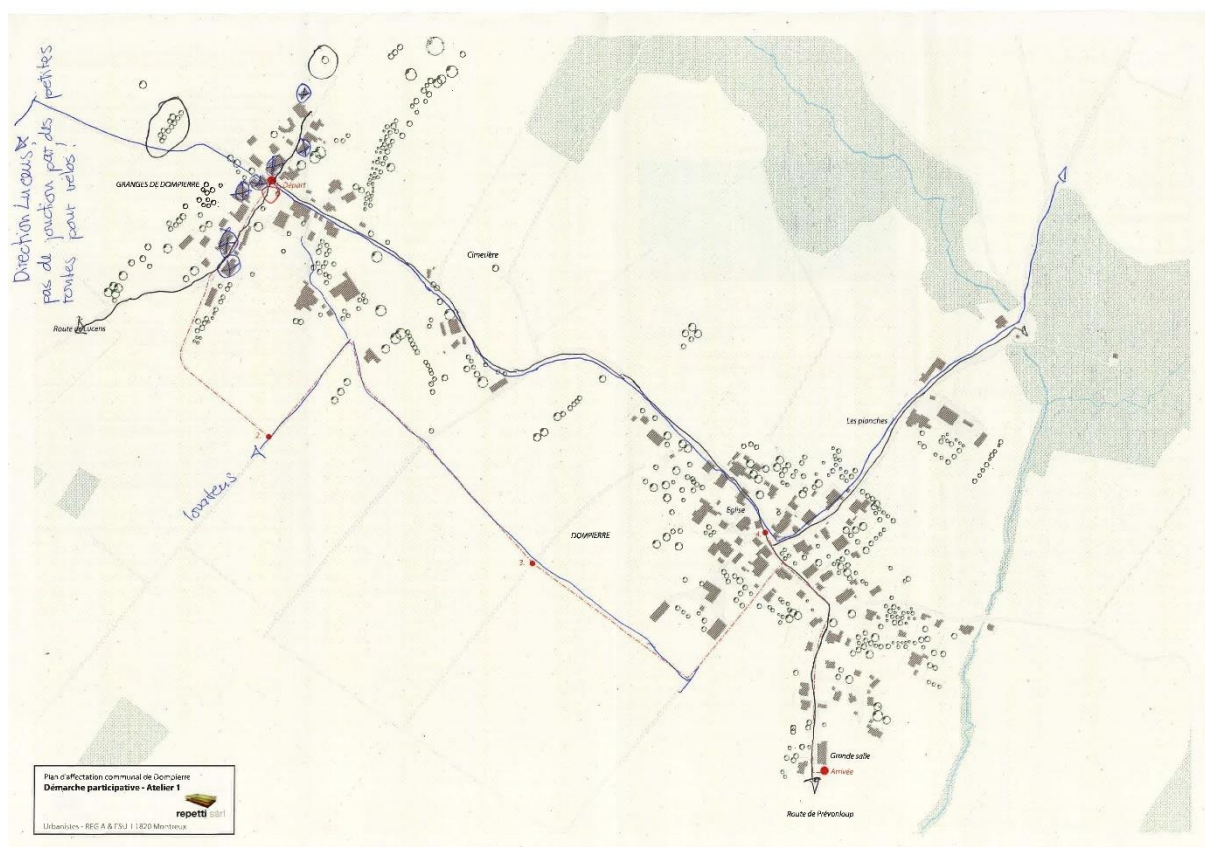
3.1 Forme du diagnostic proposer aux participants

L'atelier 1 a pris la forme d'une balade participative.

Le parcours a débuté à la place des Granges de Dompierre et a eu comme point d'arrivée la salle polyvalente de Dompierre pour une distance de 2,1 km. Quatre temps de discussion et de travail ont été aménagés pour aborder les thèmes de l'urbanisation, de la mobilité et du paysage. La balade a été conclue par une restitution groupée et a duré environ 2 heures et demi.

Les participants ont été regroupés en quatre groupes de 6 à 7 personnes.

Lors des différents temps de discussion, il a été demandé aux participants d'annoter une carte selon des demandes précises autour des thèmes.



0a. Souligner les informations suivantes.

Sexe : Homme Femme

Age : 0-20 20-30 30-50 50-70 70 et +

Type d'usager : Travailleur Usager occasionnel

Habitant Artisan Autre Indépendant

0b. Qu'aimeriez-vous ou n'aimeriez-vous pas dans votre village ?

la variété et la qualité de l'architecture
la taille du village et la proximité entre les habitants
le fait que la commune soit indépendante.

0c. Quelles sont les caractéristiques architecturales les plus importantes selon vous ?

Noter les caractéristiques selon leur importance. +++ indispensable ++ très important + important

façade en bois Tuller rouges Auvent à toit Toiture à pans

Porte du garage facades en bois / Toiture à pans suspensions

0d. Éléments principaux soulevés lors de la balade participative à mentionner lors de la restitution :

1 et 4. Quels sont les bâtiments les plus emblématiques et représentatifs du village selon vous ?

Marquer les bâtiments d'une croix.

Quels sont les espaces verts importants sur le territoire communal (jardins, champs, vergers, etc.) et que vous pratiquez ?

Marquer les bâtiments d'une croix entourée d'un rond.

Quels sont les espaces publics que vous utilisez ?

Entourer les espaces publics en rouge.

2. Quels sont les chemins et routes que vous pratiquez pour vos déplacements utilitaires (commerces, administration communale, église, etc.) ?

Tracer vos trajets en noir.

Quels sont les chemins et routes que vous pratiquez en tant que cyclistes et piétons pour le loisir ?

Tracer vos trajets en bleu.

3. Quels sont pour vous les arbres importants de la commune ?

Entourer en noir.

Quels sont les autres éléments paysagers importants pour vous de la commune ?

Entourer en vert.

Plan d'affectation communal de Bonpierre
 Démarche participative - Atelier 1
 repetti sàrl
 Urbanisme - RFG A & PSU | 1820 Montreux

Chaque temps de discussion a été l'occasion d'échanger avec les participants à travers les questions suivantes :

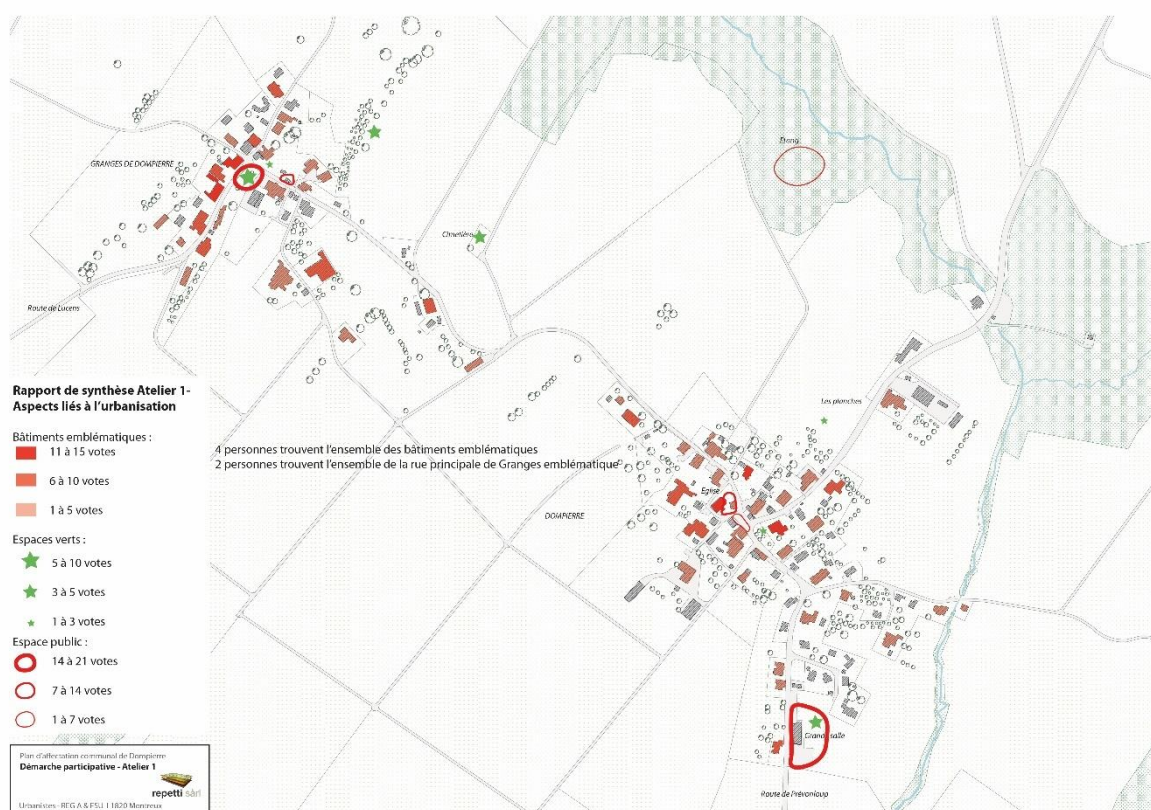
- Temps de discussion 1 et 4 :
 - A. Pourquoi considérez-vous ces bâtiments représentatifs et emblématiques de votre village ?
 - B. Dans quel cadre pratiquez-vous ces espaces verts ? Et pourquoi ?
 - C. Quels sont les qualités et les défauts des espaces publics que vous utilisez ?
- Temps de discussion 2 :
 - D. Quel est votre mode de déplacement principal, à l'intérieur et à l'extérieur du village ?
 - E. Quels sont les qualités et les défauts des routes et chemins que vous utilisez en tant que cyclistes et piétons ?
- Temps de discussion 3 :
 - F. Quels éléments font la qualité paysagère de votre village ?
 - G. Quel est votre usage des vergers ? Quels rôles jouent-ils dans le village ?

3.2 Temps de discussion 1 et 4 - Urbanisation

Pour les temps de discussion 1 et 4, il était demandé aux participants, de manière individuelle d'identifier les bâtiments les plus emblématiques et représentatifs du village pour eux. Beaucoup de bâtiments ont été identifiés (en rouge sur la carte ci-dessous). Les bâtiments les plus identifiés par les participants sont l'église, la cure ainsi que trois habitations en plein cœur des deux tissus bâtis. Quatre personnes ont indiqué qu'ils considéraient l'ensemble des bâtiments du village emblématique et représentatif. Deux personnes trouvent la composition bâtie de la rue principale de Granges emblématique et représentative.

Il était également demandé aux participants, de manière individuelle de marquer les espaces verts importants pour eux sur le territoire communal. Les principaux espaces verts marqués sont la place des Granges, le cimetière et l'espace autour de la Grande salle. Quelques vergers à l'intérieur du tissu bâti ont également été surlignés.

De la même manière, ils leur étaient demandés d'identifier les espaces publics qu'ils utilisent sur le territoire communal. Les principaux espaces publics identifiés sont la place des Granges, le casino, la place de l'Eglise, l'espace devant l'administration communale et l'espace autour de la Grande salle.



Dans un second temps et de manière collective, trois questions ont été posées aux participants :

A. Pourquoi considérez-vous ces bâtiments représentatifs et emblématiques de votre village ?

Les groupes considèrent que les bâtiments identifiés constituent des points de repères par leurs histoires et évoquent des souvenirs d'enfance notamment le casino. Ils précisent que l'architecture traditionnelle villageoise donne du cachet. L'ensemble des bâtiments construits créent une unité et une harmonie du tissu bâti. Ils précisent que l'harmonie et la cohésion architecturale viennent du style des maisons notamment à travers les toits, la hauteur des façades, les tuiles en terre cuite, etc.

Les participants ne souhaitent pas voir de nouveaux bâtiments qui pourraient dénaturer cette harmonie. Ils considèrent que le bon entretien global des bâtiments est essentiel.

B. Dans quel cadre pratiquez-vous ces espaces verts ? Et pourquoi ?

Les espaces verts sont des lieux de promenade, des espaces de pratique de sport collectif (terrain de foot), des lieux de rencontre où ils peuvent partager des moments conviviaux entre habitants ou en famille.

Ces espaces sont vus comme des lieux de ressourcements et de calme à proximité directe des habitations.

C. Quels sont les qualités et les défauts des espaces publics que vous utilisez ?

Les participants considèrent qu'il y'a un manque d'espace de jeux pour les familles et les enfants. Les participants souhaiteraient qu'une information aux habitants soit faite sur les locaux disponibles et accessibles aux habitants.

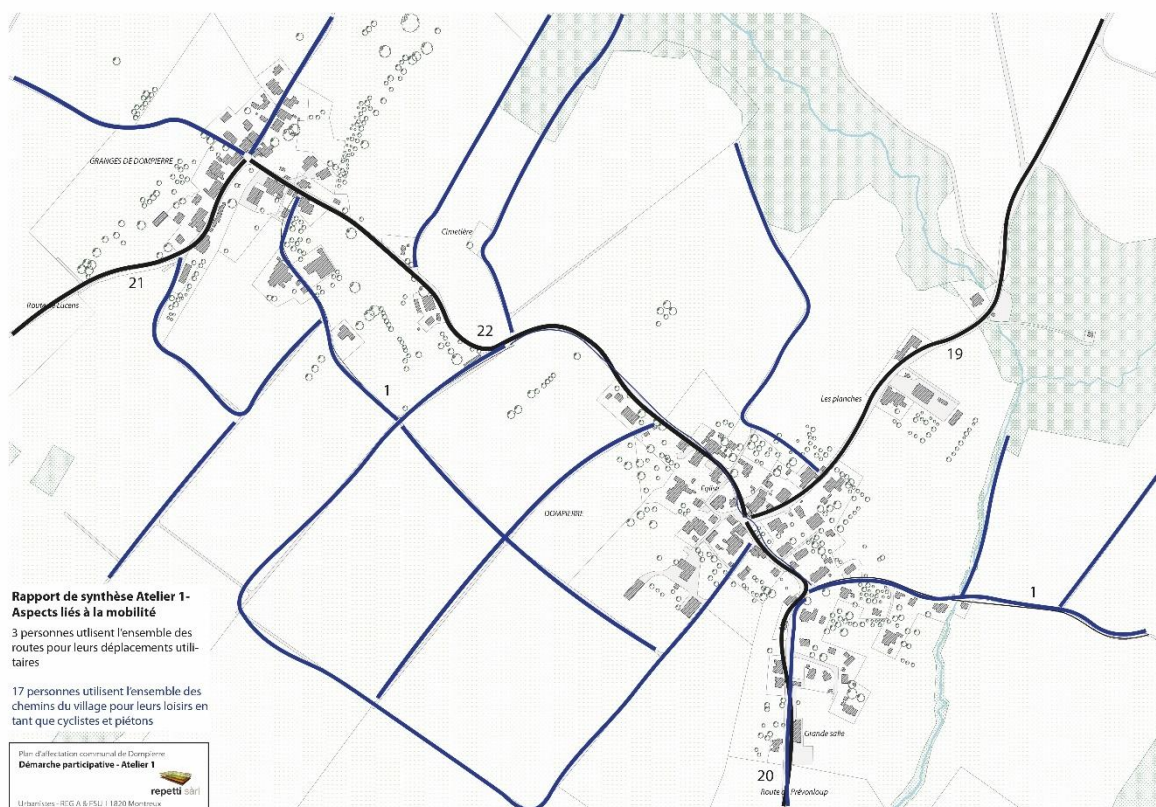
Ils soulignent que les espaces publics existants sont bien situés dans le village.

3.3 Temps de discussion 2 - Mobilité

Pour le temps de discussion 2, il était demandé aux participants, de manière individuelle de tracer en noir les chemins et routes qu'ils utilisent pour leurs déplacements utilitaires (commerces, administration communale, église, autres). La majorité des participants utilisent principalement les routes menant à Lucens, à Payerne et à Prévonloup ainsi que la route qui relie les deux parties bâties du village. Par ailleurs, 3 personnes annoncent qu'ils utilisent l'ensemble des routes du territoire communal pour leurs déplacements utilitaires.

Il était également demandé aux participants, de manière individuelle de tracer en bleu les chemins et les routes qu'ils pratiquent en tant que cyclistes et piétons pour le loisir. Une grande majorité des participants (17) ont indiqué qu'ils utilisaient l'ensemble des chemins et routes pour leur mobilité douce. Les chemins à proximité directe du village comptabilisent le reste.

Les participants ont également précisé que les chemins du territoire communal sont idéaux pour les promenades à pied, hormis en direction de Lucens.



Dans un deuxième temps et de manière collective, il était demandé aux participants de répondre à deux questions :

D. Quels sont les modes de déplacement principaux, à l'intérieur et à l'extérieur du village ?

La majorité des groupes ont indiqué qu'à l'intérieur du village, ils se déplaçaient en mobilité douce (à pied et en vélo), qu'entre les deux localités ils se déplaçaient en mobilité douce mais aussi en voiture et qu'à l'extérieur,

ils utilisaient principalement la voiture et le bus dans une moindre mesure. Les horaires de bus ne permettent pas de les utiliser convenablement selon les participants. Les déplacements scolaires sont assurés par un service de bus. Certains des participants précisent aller jusqu'à Romont en voiture et d'ensuite utiliser les transports publics.

E. Quels sont les qualités et les défauts des routes et chemins que vous utilisez en tant que cyclistes et piétons ?

Les petits chemins sont adaptés à la pratique du vélo. Les groupes indiquent privilégier les chemins agricoles pour leurs déplacements en mode doux.

Ils regrettent l'absence de trottoir aux Granges. Ils souhaiteraient également que des tracés alternatifs sécurisés entre Dompierre et Romont ainsi qu'entre Dompierre et Lucens soient proposés.

3.4 Temps de discussion 3 - Paysage

Pour le temps de discussion 3, il était demandé aux participants, de manière individuelle d'entourer en noir les arbres importants pour eux sur le territoire communal. De nombreux arbres ont été entourés. La plupart font partie d'un bosquet ou d'une haie. Quelques arbres majestueux ont par ailleurs été entourés pour leur esthétique dans le village. Par ailleurs, deux participants ont précisé que l'ensemble des arbres du village était important.

A nouveau de manière individuelle, les participants ont ensuite entouré en vert les autres éléments paysagers qu'ils considéraient comme important sur le territoire communal. Les participants ont largement relevé la plupart des vergers entourant le village. La forêt est également un élément important qui a été soulevé par de nombreux participants. De plus, sept participants ont indiqué que l'ensemble des vergers était important.



Finalement il leur a été posé deux questions auxquelles ils ont répondu en groupe :

F. Quels éléments font la qualité paysagère de votre village ?

Les groupes considèrent que le développement compact du village au milieu des vergers et prairies ainsi que les toits à deux pans (absence de toit plat) et les couleurs harmonieuses participent à la qualité paysagère du

village. Ils précisent également que la petite taille du village et la proportion champ-vergers-verdure créent un équilibre essentiel.

Ils relèvent également le caractère vallonné de la topographie qui permet un dégagement sur le paysage large de la campagne environnante. Ils apprécient également la diversité des paysages.

Ils considèrent que l'absence d'éoliennes, de lignes haute-tension, de bâtiments modernes est un atout paysager.

G. Quel est votre usage des vergers ? Quels rôles jouent-ils dans le village ?

Les participants sont très enthousiastes envers les vergers. Ils considèrent qu'ils jouent un rôle écologique et de biodiversité avec la présence de nombreux oiseaux, un rôle social avec des moments de rencontre autour de la cueillette, un rôle de production locale avec une production de pomme (vin cuit, AOP Poire à Botzi, eau de vie, jus de pomme) et un rôle esthétique qui participe à la qualité de vie du village.

Ils précisent également qu'ils constituent un patrimoine hérité qu'il s'agit de conserver. Ils considèrent que ces vergers sont vivants, entretenus et utilisés.

3.5 Travaux annexes

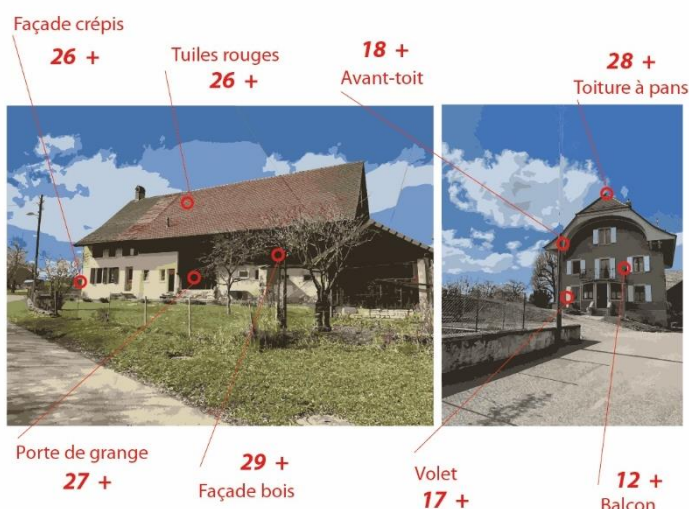
En marge des quatre temps de discussion et quand les participants le souhaitaient, il a été demandé aux participants de répondre à deux questions :

- Quelles sont les caractéristiques architecturales les plus importantes selon vous ?

Les participants accordent beaucoup d'importance à la façade en bois ainsi qu'à la toiture à pans.

La porte de grange, la façade crépis et les tuiles rouges sont également des caractéristiques architecturales essentielles pour les participants.

Quelques participants ont également souligné que les façades tuilées, les granges suspendues et les barrières à boulets sont des caractéristiques architecturales à considérer.



- Qu'aimez-vous ou n'aimez pas dans votre village ?

Les participants mettent principalement l'accent sur l'importance des éléments suivants :

- Les vergers et les jardins ;
- Les espaces verts centraux ;
- La multitude de parcours de balade et l'étang ;
- Le calme ;
- La liaison en transport en commun vers Romont ;
- La convivialité et les espaces pour se retrouver ;
- La taille du village et la relation bâtiment-jardin ;
- Le grand paysage et son caractère rural ;
- L'architecture des bâtiments existants ;
- L'histoire villageoise et son indépendance.

En revanche, ils n'aiment pas et ne souhaitent pas :

- De nouveaux bâtiments ;
- De clivage entre le haut et le bas du village ;

- De lignes électriques ;
- D'expansion démesurée ;
- L'absence de perspectives pour les jeunes ;
- De villas modernes.

Beaucoup de participants ont indiqué qu'il ne voyait pas d'éléments négatifs dans leur village.

3.6 Restitution

Un membre de chaque groupe s'est porté volontaire pour restituer les éléments les plus importants qui ont été soulevés lors de la balade participative.

Les participants ont apprécié être consulté dans le cadre des travaux du plan d'affectation communal. Ils ont trouvé que c'était l'occasion d'apprendre quelque chose sur leur village et faire connaissance avec leurs voisins. Ils saluent la forme et la démarche de consultation proposée.

Ils souhaitent que l'homogénéité des deux villages dans leur structure et dans leur qualité architecturale soient préservées car ils permettent une belle harmonie.

Ils précisent qu'il serait opportun de renforcer le lien entre les deux villages afin de renforcer et préserver l'esprit de village et l'autonomie de celui-ci.

Ils sont unanimes quant à la qualité de vie que le village assure notamment au travers de sa proximité avec la nature, ses nombreux espaces verts plantés d'arbres et ses paysages divers.

Les habitants aiment leur village !

4. Piste de réflexion pour intégration dans le PACom

Urbanisation

Sur la base du diagnostic réalisé par les participants, les travaux du plan d'affectation communal intégreront les éléments suivants :

- Renforcement de la composition urbaine qualitative du village ;
- Préservation de l'identité du village notamment de son bâti compact et des vergers l'entourant ;
- Conservation des bâtiments emblématiques du village notamment de leurs caractéristiques architecturales ;
- Renforcement du front bâti constitué par la rue principale aux Granges et par la rue principale de Dompierre notamment de ses décalages de façade et son rapport au domaine public ;
- Renforcement des espaces publics existants notamment leur localisation centrée et leur proximité avec les habitants ;
- Qualification des espaces verts existants notamment leur dimension et leur usage.

Paysage

Sur la base du diagnostic réalisé par les participants, les travaux du plan d'affectation communal intégreront les éléments suivants :

- Renforcement de la diversité des paysages (vergers, grand dégagement, forêt, etc) ;
- Préservation des arbres existants sur la commune notamment les plus emblématique par leur esthétique et leur rôle écologique ;
- Préservation des vergers existants autour du village notamment leur rôle de poche verte et social ;
- Renforcement de l'économie locale autour des vergers.

Concernant les aspects de mobilité, la Municipalité a pris bonne note des nombreux éléments intéressants relevés par les participants. Les résultats permettent à la Municipalité de prendre connaissance des habitudes de déplacements tant utilitaire que pour les loisirs ainsi que des lacunes du réseau de mobilité au sein de la commune.

Néanmoins, un plan d'affectation communal n'est pas l'outil adéquat pour d'intégrer les remarques relevées. Ils doivent notamment faire l'objet d'une réflexion à l'échelle régionale et intercommunale (réseau de transports publics et piste cyclable). Pour la sécurité des routes principales à l'intérieur des entités bâties comme la création de trottoirs, de passages piétons, des études spécifiques doivent être menées en dehors des travaux du plan d'affectation communal.

5. Annexes

- *Cartes de synthèse selon les thèmes traités*
- *Documents de travail complétés lors de l'atelier participatif 1*

Commune de Dompierre VD

Plan d'affection communale



Rapport de synthèse de l'atelier II

29 novembre 2021– 19h00

Atelier participatif n°2 à la Grande salle de Dompierre

Table des matières

1. Contexte.....	3
2. Démarche participative	4
2.1 Buts d'une démarche participative.....	4
2.2 Déroulement.....	4
3. Synthèse de l'atelier 2.....	5
3.1 Forme du diagnostic proposer aux participants	5
3.2 Questionnaire en ligne	6
3.3 Discussion en groupe	11
4. Conclusion	12
5. Annexes.....	13

1. Contexte

Avec la modification en 2014 de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), une quatrième adaptation du Plan directeur cantonal (PDCn) approuvée en 2018 et une modification de la Loi cantonale sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC) en 2018, le cadre technico-juridique de l'aménagement du territoire connaît une évolution significative. En particulier, la thématique du dimensionnement des zones à bâtir a changé, avec l'exigence d'orienter le développement de l'urbanisation vers l'intérieur du milieu bâti et de dimensionner précisément les zones à bâtir pour répondre au maximum aux besoins démographiques à 15 ans. Dès lors, les communes sont tenues de vérifier l'adéquation entre leur capacité d'accueil en habitants-emplois et la croissance démographique prévue par le PDCn. Elles doivent ensuite adapter leur stratégie de développement de l'urbanisation, redimensionner leurs éventuelles réserves excédentaires et mettre leurs plans d'affectation en conformité avec les nouvelles exigences.

Les zones à bâtir de la commune de Dompierre sont surdimensionnées. Le Plan général d'affectation de 1980, modifié en 2011 prévoit des surfaces d'extension de l'urbanisation supérieures à la croissance maximale autorisée selon le PDCn. La Commune est donc tenue de revoir le dimensionnement de sa zone à bâtir et de réviser son plan d'affectation communal.

Dans le cadre des travaux de révision, la Municipalité de Dompierre a souhaité organiser une démarche participative afin d'inclure les habitants et acteurs du village et de la région et de répondre au mieux aux attentes de chacun.

2. Démarche participative

2.1 Buts d'une démarche participative

La démarche participative mobilise la population dans un processus d'élaboration d'un projet d'aménagement du territoire dans le but cerner ses attentes, pratiques, usages et idées d'aménagement en lien avec leur village, puis de les transcrire au mieux dans le cadre de la planification.

La finalité de la démarche est de fournir aux urbanistes un maximum d'informations en provenance des habitants et usagers du site, leurs permettant alors de réaliser le projet le plus adéquat à son contexte, tout en gardant à l'esprit que ce dernier devra respecter le cadre légal et les planifications supérieures.

La démarche participative vise également à sensibiliser la population aux enjeux en lien avec l'aménagement du territoire ainsi qu'à l'informer sur la réglementation en vigueur et les procédures liées.

Dans la mesure du possible, les résultats de la présente démarche participative sont intégrés dans la planification en cours.

2.2 Déroulement

La démarche participative a été prévue en deux étapes, sous la forme de deux ateliers :

- Atelier 1 : Information sur le contexte et les objectifs du plan d'affectation et réalisation d'un diagnostic qui servira de base à la réalisation de l'avant-projet. L'atelier 1 s'est tenu le 25 septembre 2021.
- **Atelier 2 : Le deuxième atelier a été l'occasion de présenter à la population les résultats du premier atelier et l'application des éléments soulevés par la population dans le plan d'affectation. La population a eu l'occasion d'évaluer si l'intégration des éléments soulevés lors du premier atelier est pertinente à leur yeux. L'atelier 2 s'est tenu le 29 novembre 2021. Il est synthétisé dans le présent rapport.**

Une information publique au moment de l'enquête publique du plan d'affectation communal conclura la démarche participative.

Pour l'atelier 2, l'information de la tenue de l'atelier s'est faite via le pilier public et un tout ménage. Une demande d'inscription a été demandée aux participants pour organiser au mieux l'atelier.

3. Synthèse de l'atelier 2

Cette partie a pour objectif de résumer les principaux éléments présentés et résultats ressortis de l'atelier participatif.

Nombre de participants : 25 participants.

Types de participants : L'ensemble des catégories de population était représenté (enfants, homme, femme, âges variés). La grande majorité des participants était des habitants du village.

3.1 Forme du diagnostic proposer aux participants

L'atelier participatif 2 a pris la forme d'une soirée participative.

Dans un premier temps, le bureau d'urbanisme mandataire a introduit la séance et ses objectifs, présenté les résultats de l'atelier 1 autour des trois thèmes (urbanisation, paysage et mobilité), rappelé le contexte légal puis exposé les travaux de l'avant-projet du plan d'affectation.

Dans un deuxième temps, les participants ont été regroupés en cinq groupes de 4 à 6 personnes. Les participants ont été consultés à travers un questionnaire en ligne et interactif offrant des résultats en temps réels via smartphone. Le questionnaire était composé des 10 questions suivantes :

Urbanisation

1. Est-ce que la stratégie de conservation d'un bâti compact et de protection du patrimoine bâti, des chemins historiques, des jardins caractéristiques est traitée de façon pertinente ?
2. Est-ce que la stratégie d'affectation est traitée de façon pertinente ?
3. Est-ce que la stratégie de délimitation de périmètre d'implantation et de la valorisation des constructions existantes (exploitation des combles et des ruraux existants) est traitée de façon pertinente ?
4. Est-ce que la stratégie de préservation des espaces verts à l'intérieur des villages est traitée de façon pertinente ?
5. Est-ce que l'ensemble des espaces publics sont bien identifiés ?
6. Est-ce que les principes réglementaires prévus sont suffisants pour garder l'identité caractéristique du village ?

Mobilité

7. Est-ce que le système de route partagée actuel est satisfaisant ?

Paysage

8. Est-ce que les mesures prises pour la protection des vergers sont suffisantes et pertinentes ?
9. Est-ce que les mesures prises pour la protection des cours d'eau sont suffisantes et pertinentes ?
10. Est-ce que la stratégie de protéger des arbres spécifiques en plus du règlement communal de protection des arbres est pertinente ?

Chaque question était accompagnée d'un rappel des éléments présentés dans l'avant-projet.

Pour finir et selon les résultats du questionnaire en ligne, il a été proposé aux participants de réfléchir en groupe autour des questions dont la majorité des réponses ne présentait pas de consensus. Il était demandé aux groupes de renseigner pourquoi ils considéraient que les éléments proposés n'étaient pas pertinents.

La présentation et les supports exposés aux participants sont annexés au présent rapport.

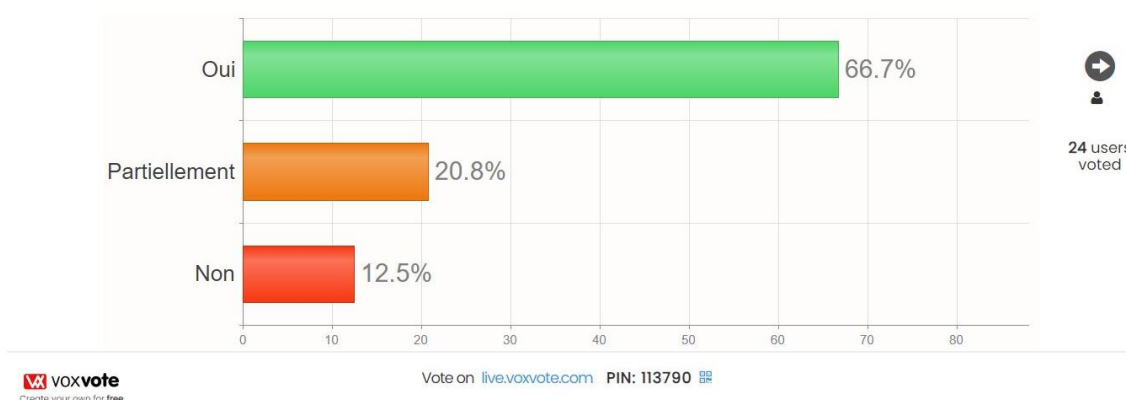
3.2 Questionnaire en ligne

Les participants ont été consultés à travers un questionnaire en ligne et interactif offrant des résultats en temps réels via smartphone. Les résultats pour chaque question sont les suivants :

Urbanisation

1. Est-ce que la stratégie de conservation d'un bâti compact et de protection du patrimoine bâti, des chemins historiques, des jardins caractéristiques est traitée de façon pertinente ?

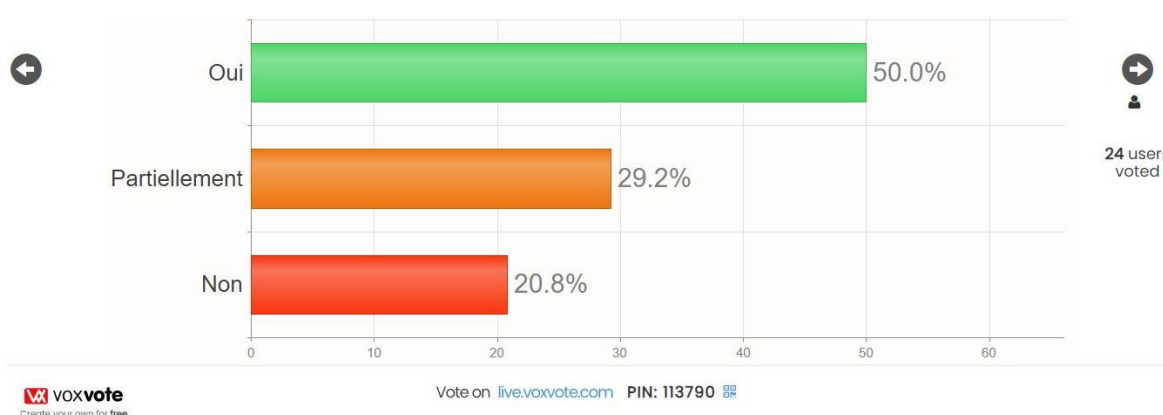
Un rappel de la stratégie était présenté avec la préservation des vides (jardins, vergers) caractéristique du tissu bâti existant en zone de verdure, l'indication des bâtiments protégés et mesures de protection réglementaires, la mise en place de périmètre de protection pour les jardins typiques (répertoriés à l'ICOMOS), l'indication et mesures réglementaires pour la protection des chemins historiques (IVS) et l'indication et mesures réglementaires pour la protection des régions archéologiques.



Le résultat du vote est positif avec une large majorité mais avec quelques voix qui doutent que la stratégie soit pertinente.

2. Est-ce que la stratégie d'affectation est traitée de façon pertinente ?

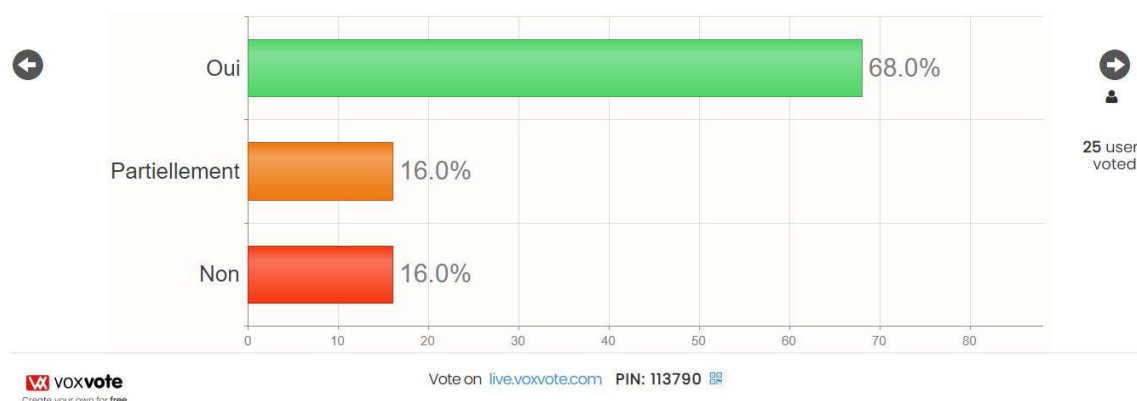
La stratégie présentée propose le maintien de la zone à bâtir comprise dans le territoire urbanisé, le maintien de la zone affectée à des besoins publics et une mise en zone agricole des bâtiments agricoles et des vergers en périphérie de la zone à bâtir (en dehors du territoire urbanisé).



Le résultat du vote est très partagé. Les participants mettent en évidence qu'ils considèrent que les bâtiments agricoles ne sont pas traités de manière équitable et soulèvent que la surface dédiée à la protection des vergers hors du territoire urbanisé est très importante.

3. Est-ce que la stratégie de délimitation de périmètre d'implantation et de la valorisation des constructions existantes (exploitation des combles et des ruraux existants) est traitée de façon pertinente ?

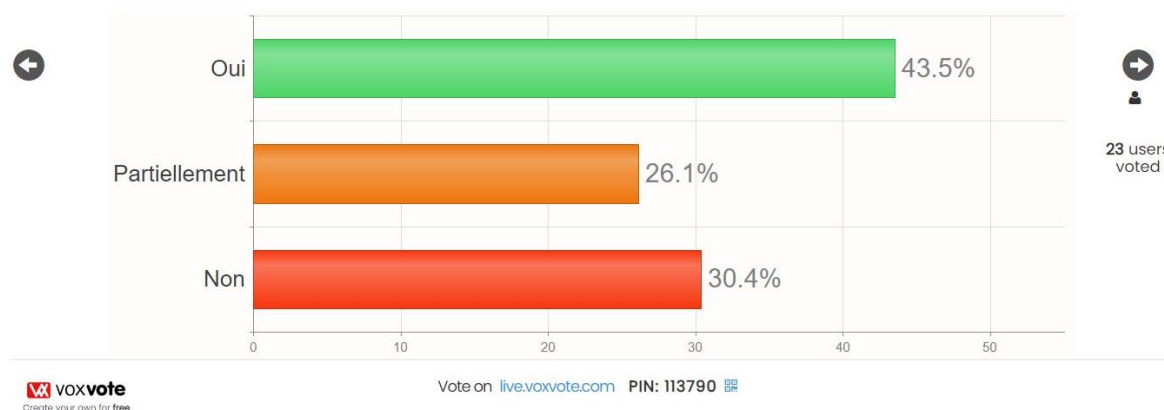
La stratégie présentée propose deux mesures principales pour favoriser une densification qualifiée : la délimitation de plusieurs périmètres d'implantation dans des secteurs pertinents du tissu bâti existant et la mise en place de dispositions réglementaires pour favoriser la rénovation de l'ensemble des volumes des constructions existantes (ruraux, combles, etc.).



Le résultat du vote est positif avec une large majorité mais avec quelques voix qui doutent que la stratégie soit pertinente.

4. Est-ce que la stratégie de préservation des espaces verts à l'intérieur des villages est traitée de façon pertinente ?

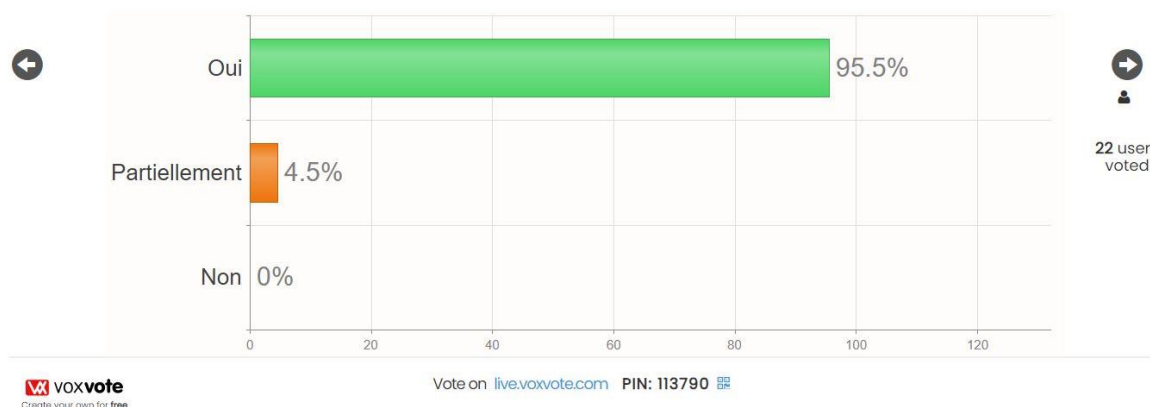
Il est proposé comme stratégie de préserver les vergers dans le territoire urbanisé et hors du territoire urbanisé, prévoir des dispositions réglementaires interdisant l'abattage des arbres dans les vergers et prévoyant des mesures de compensation et mettre en zone de verdure les espaces publics verts. (La question 8 est traitée dans le cadre de cette question).



Le résultat du vote est partagé. Les participants estiment que la surface dédiée à la protection des vergers hors du territoire urbanisé est très importante et que les mesures pour la protection des vergers sont très contraignantes. Ils relèvent qu'aujourd'hui seuls les passionnés entretiennent ces vergers et que les futures générations montrent peu d'intérêt à leurs entretiens à l'heure actuelle.

5. Est-ce que l'ensemble des espaces publics sont bien identifiés ?

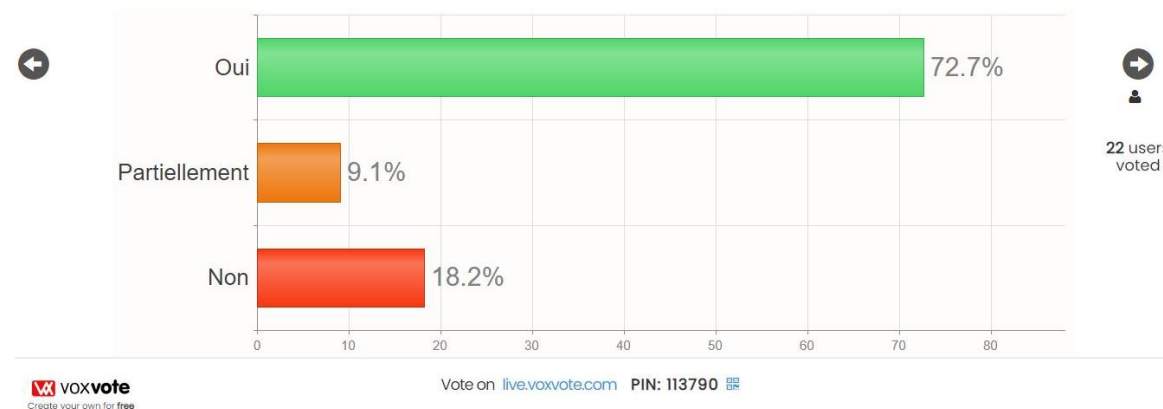
Trois illustrations dans la présentation indiquées les espaces identifiés dans le cadre des travaux de l'avant-projet.



Le résultat du vote est quasi-unanime.

6. Est-ce que les principes règlementaires prévus sont suffisants pour garder l'identité caractéristique du village ?

Les principes règlementaires présentés peuvent être résumés ainsi : hauteur maximale entre 10 et 15 mètres ; teintes de façades dans les tons ocre jaune ou rose, nuance de gris pâle, blanc ; toitures à pans multiples obligatoires avec une pente comprise entre 50 et 70% ; tuiles plates dont la couleur correspond à la dominante villageoise ; avant-toits obligatoires ; et lucarne autorisée à l'exception des lucarnes inversées et des balcons baignoires.

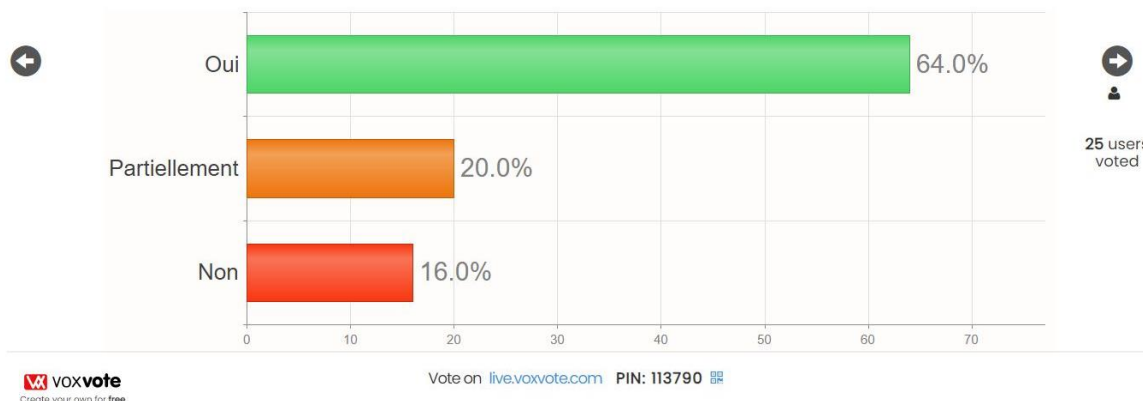


Le résultat du vote est positif avec une large majorité mais avec quelques voix qui questionnent la hauteur maximale des constructions à 15 m, considérée trop importante.

Mobilité

7. Est-ce que le système de route partagée actuel est satisfaisant ?

Lors de l'atelier 1, les participants étaient partagés sur le système de route partagée actuel. Certains considèrent que ce système permettait de réduire la vitesse des voitures, d'autre que les voitures roulaient trop vite et ne permettait pas d'assurer la sécurité des piétons.



Le résultat du vote est positif avec une bonne majorité mais avec quelques voix non satisfaites. Il est rappelé aux participants que des mesures d'aménagement pour la mobilité dans le cadre du plan d'affectation communal ne sont pas possibles. Le président du Conseil communal précise que des discussions sont en cours.

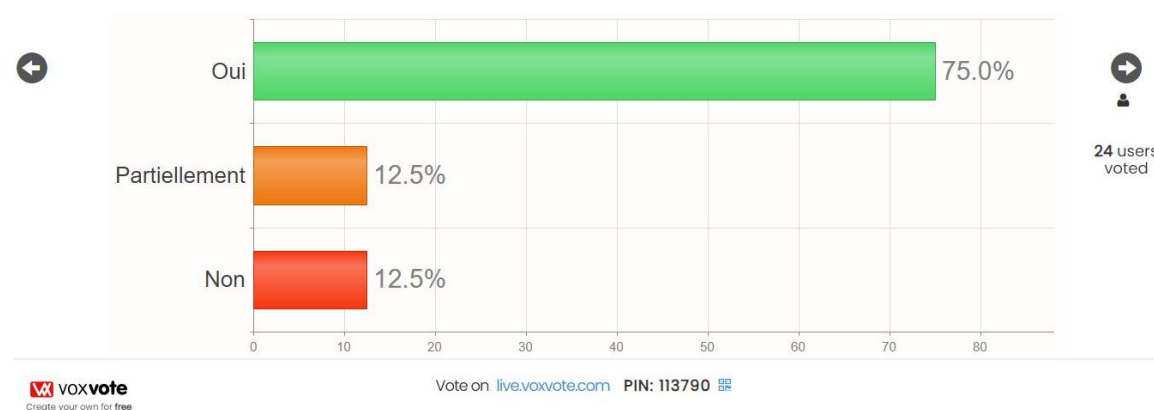
Paysage

8. Est-ce que les mesures prises pour la protection des vergers sont suffisantes et pertinentes ?

Il a été considéré que cette question a été traitée à travers la question 4.

9. Est-ce que les mesures prises pour la protection des cours d'eau sont suffisantes et pertinentes ?

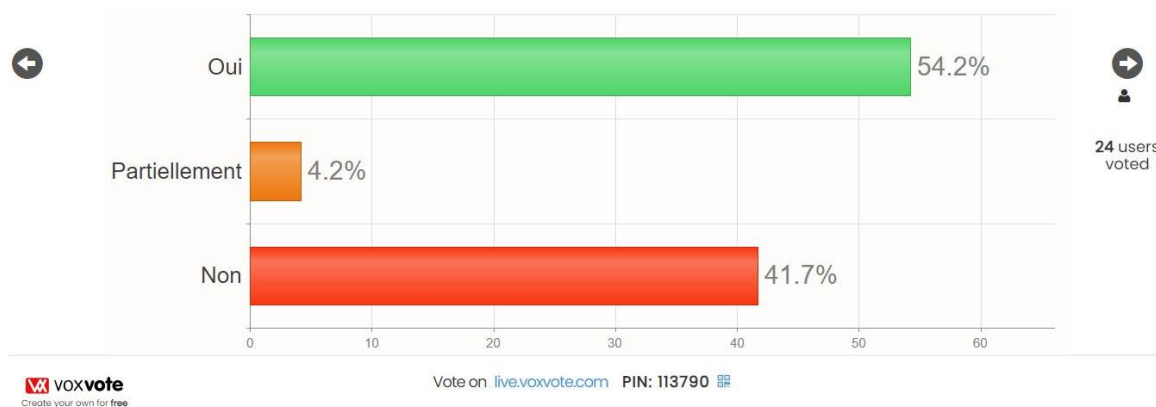
Le mandataire urbaniste précise que la protection des cours d'eau est régie par des exigences fédérales. Pour répondre à ces exigences, le plan propose une délimitation de l'espace réservé aux eaux pour les cours d'eau du territoire communal. Des dispositions réglementaires seront également prises rendant obligatoire une exploitation extensive des secteurs compris dans l'espace réservé aux eaux.



Le résultat du vote est positif avec une large majorité.

10. Est-ce que la stratégie de protéger des arbres spécifiques en plus du règlement communal de protection des arbres est pertinente ?

Les participants de l'atelier 1 étaient invités à identifier les arbres importants pour eux. La stratégie du plan d'affectation prévoit de protéger spécifiquement ces arbres en plus des dispositions réglementaires fixées dans le règlement communal de protection des arbres.



Le résultat du vote est positif avec une faible majorité.

3.3 Discussion en groupe

Il était proposé aux participants de réfléchir en groupe autour des questions dont la majorité des réponses ne présentait pas de consensus. Il était demandé aux groupes de renseigner pourquoi ils considéraient que les éléments proposés n'étaient pas pertinents.

Les questions travaillées sont les suivantes :

Est-ce que la stratégie de préservation des espaces verts à l'intérieur des villages est traitée de façon pertinente ?

Les participants sont plutôt en faveur de la stratégie de préservation des espaces verts à l'intérieur des villages. Ils émettent en revanche des réserves concernant les vergers. Ils considèrent que leur protection est pertinente pour encourager la production et la consommation locale et préserver la biodiversité (insectes, oiseaux) mais se demandent qui s'en occupera. Ils constatent que les nouvelles générations sont moins motivées à les entretenir et que leur intérêt pour les agriculteurs est faible. Ils demandent si la Commune peut réfléchir à mettre en place une aide pour les propriétaires, des solutions pour la relève et la mise en place d'un engagement communautaire.

Les participants indiquent également qu'ils souhaitent pouvoir disposer librement d'un verger dont ils ne veulent plus et éventuellement couper les arbres. Ils estiment aussi que la gestion des vergers en dehors du territoire urbanisé devrait être faite selon les politiques agricoles.

Est-ce que la stratégie d'affectation est traitée de façon pertinente ?

Les participants indiquent que la stratégie et les critères leur paraissent pertinents mais ne comprennent pas toujours l'application individuelle notamment au niveau des bâtiments agricoles en périphérie de la zone à bâtir.

La Municipalité s'est engagée à réévaluer la situation des bâtiments agricoles du village.

Est-ce que les principes règlementaires prévus sont suffisants pour garder l'identité des caractéristiques du village ?

Les participants considèrent que les principes règlementaires sont partiellement suffisants. Ils estiment que la hauteur maximale proposée des nouveaux bâtiments est trop importante. Ils souhaitent qu'au maximum trois étages soient autorisés.

Est-ce que la stratégie de protéger des arbres spécifiques en plus du règlement communal de protection des arbres est pertinente ?

Les participants considèrent que les zones protégées pour les vergers sont très conséquentes et contraignantes pour les exploitants. Ils considèrent qu'il vaudrait mieux protéger les zones de source et moins les zones agricoles protégées.

Est-ce que le système de route partagée actuel est satisfaisant ?

Les participants aimeraient un peu plus de sécurité notamment au niveau des points noirs, des sorties et qu'une limitation de vitesse soit mise en place.

L'ensemble des réponses sont annexées au présent document.

4. Conclusion

Ce deuxième atelier a permis de confirmer et renforcer les stratégies définies par la Municipalité et le mandataire urbaniste.

Les participants ont émis des réserves concernant la stratégie d'affectation des bâtiments agricoles en périphérie de la zone à bâtir notamment sur l'équité de traitement, sur la stratégie de protection des vergers et sur les règles de constructions pour permettre une bonne intégration dans le tissu traditionnel existant.

La Municipalité va de nouveau examiner les éléments soulevés par les participants notamment le statut des bâtiments agricoles à la périphérie de la zone à bâtir et leurs appartenances ou non au territoire urbanisé, la surface dédiée à la protection des vergers et les dispositions règlementaires et la hauteur maximale des nouvelles constructions.

La Municipalité remercie encore les habitants pour leur participation aux deux ateliers !

5. Annexes

- *Présentation de l'atelier 2 exposé aux participants*
- *Résultats globaux du questionnaire en ligne*
- *Documents de travail complétés lors de l'atelier participatif 2*

Municipalité
de la Commune de Dompierre
Route de Lucens 1
1682 Dompierre (VD)

Personne de contact : Tim Lüscher
T 021 316 00 22
E tim.luscher@vd.ch
N/réf. TLR/mrn - 198562

Lausanne, le 23 juin 2023

Commune de Dompierre
Plan d'affectation communal
Examen préalable

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Veuillez trouver ci-dessous l'examen préalable du plan d'affectation communal.

HISTORIQUE DU DOSSIER

Étape	Date	Documents
Examen préliminaire	28.01.2021	Avis préliminaire
Séance de coordination	16.03.2022	Détermination cantonale
Réception du dossier pour examen préalable	15.08.2022	Accusé de réception
Examen préalable	Ce jour	Préavis des services cantonaux

COMPOSITION DU DOSSIER SOUMIS POUR EXAMEN PREALABLE

Documents	Date
Plan au 1 :5'000	15 juillet 2022
Règlement	15 juillet 2022
Rapport d'aménagement selon l'article 47 OAT	15 juillet 2022

PRÉSENTATION DU PROJET

Le projet de révision du plan d'affectation communal vise à redimensionner la zone à bâtir d'habitation et mixte ainsi qu'à mettre à jour le plan et le règlement selon les bases légales en vigueur. Un travail qualitatif est également proposé afin de définir l'utilisation des derniers secteurs libres de construction grâce à des périmètres d'implantation des constructions et des règles constructives adaptées aux caractéristiques de la commune.

AVIS

Le tableau ci-dessous représente une vision synthétique de la prise en compte des principales thématiques de la planification. Les services responsables de ces thématiques sont également relevés dans le tableau.

Pour chaque thématique et sur la base des préavis détaillés des services cantonaux consultés et de notre appréciation, le dossier a été classé selon trois catégories.

La définition de chaque catégorie est la suivante :

- **Conforme** : le traitement de la thématique répond au cadre légal.
- **Non conforme** : le traitement de la thématique ne répond pas au cadre légal :
 - **A transcrire** : Les modifications nécessaires sont clairement identifiées par les demandes des services cantonaux.
 - **A analyser** : Les modifications nécessaires impliquent une analyse / étude complémentaire dont les résultats ne sont pas encore clairement connus.

Le présent examen préalable est unique. Les préavis des services contiennent tous les éléments permettant à la Commune de modifier son projet afin de le rendre conforme à la loi et au plan directeur cantonal.

Thématiques		Conforme	Non conforme A transcrire	Non conforme A analyser
Principes d'aménagement	Planification directrice	DGTL-DAM	DGE-BIODIV	
Principes d'aménagement	Dimensionnement			DGTL-DAM
Principes d'aménagement	Territoire urbanisé	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Disponibilité foncière	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Plus-value	DGTL-DAM		
Principes d'aménagement	Equipements	SPEI	DGE-PRE	
Principes d'aménagement	Information et participation	DGTL-DAM		

Affectation	Type de zones		DGTL-DIP	
Affectation	Zone d'activités		DGTL-DIP	
Affectation	NORMAT 2		DGTL-DAM	
Affectation	Zone agricole protégée		DGAV-DAGRI	
Affectation	Surfaces d'assolement	DGAV-DAGRI		
Mobilité	Accès		DGMR-FS	
Mobilité	Stationnement		DGMR-P	
Mobilité	Transports		DGMR-MT	
Patrimoine culturel	Archéologie		DGIP-ARCHE	
Patrimoine culturel	Monuments et sites bâtis		DGIP-MS	
Patrimoine naturel	Inventaire naturel		DGE-BIODIV	
Patrimoine naturel	Forêt		DGE-FORET	
Protection de l'homme et de l'environnement	Mesures énergétiques	DGE-DIREN		
Protection de l'homme et de l'environnement	Bruit		DGE-ARC	
Protection de l'homme et de l'environnement	Eaux		DGE-EAU/EH	
Protection de l'homme et de l'environnement	Dangers naturels	DGE- GEODE/DN		
Modifications formelles	Modifications de détail		DGTL-DAM	

La Commune doit également prendre en compte les demandes d'adaptation de forme des services.

PESÉE DES INTÉRÊTS

Après analyse des différents préavis des services, il apparaît qu'ils ne contiennent pas d'aspect contradictoire.

NORMAT

Les fichiers informatiques (géodonnées) respectant la directive cantonale sur la normalisation des données de l'aménagement du territoire (NORMAT 2) devront être transmis à la DGTL (interlis.normat@vd.ch) simultanément à l'envoi du dossier pour approbation. Celle-ci ne pourra intervenir qu'après la validation des géodonnées (art. 22 al. 3 RLAT).

SUITE DE LA PROCÉDURE

Au vu du traitement non conforme de certaines thématiques, nous estimons que le projet n'est, en l'état, pas compatible avec le cadre légal.


Les thématiques concernées peuvent être mises en conformité en suivant les demandes des services. Si vous souhaitez poursuivre la procédure sans modification, nous proposerons au Département de ne pas approuver cette planification.

Nous vous rappelons qu'en application de l'article 20, alinéa 1 du règlement sur l'aménagement du territoire (RLAT ; BLV 700.11.2), le présent rapport d'examen préalable devra être joint au dossier soumis à l'enquête publique.

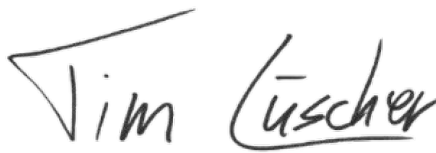
Le présent examen préalable repose sur les bases légales applicables. Nous réservons notre avis sur les adaptations du projet qui découleraient d'une évolution du cadre légal.

Tout droit du département pour l'approbation demeure expressément réservé.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Tim Lüscher
urbaniste

Copie

Services cantonaux consultés
Bureau Repetti sàrl, Rue Industrielle 16, 1820 Montreux

Personne de contact : Tim Lüscher
T 021 316 00 22
E tim.luscher@vd.ch
N/réf. TLR/mrn - 198562

Lausanne, le 23 juin 2023

Commune de Dompierre
Plan d'affectation communal
Examen préalable

PRÉAVIS DES SERVICES CANTONAUX

DIRECTION GÉNÉRALE DU TERRITOIRE ET DU LOGEMENT (DGTL)

Direction de l'aménagement (DGTL-DAM)

Répondant : Tim Lüscher
T 021 316 00 22
E tim.luscher@vd.ch
Date du préavis : 23.05.2023

Zones affectées à des besoins publics 15 LAT : non-conforme à transcrire

Le centre de tri intercommunal et le cimetière situés sur les parcelles n° 70 et 122 sont affectés en zone affectée à des besoins publics 18 LAT dans le projet de plan d'affectation communal (PACom).

Cependant, ces activités doivent être affectées en zone affectée à des besoins publics 15 LAT car leur localisation n'est pas imposée par leur destination.

Par ailleurs, puisque le centre de tri et le cimetière sont déjà présents de manière licite et depuis de nombreuses années, la DGTL considère qu'ils peuvent continuer d'être admis en zone affectée à des besoins publics 15 LAT même s'ils ne sont pas situés dans le territoire urbanisé ou dans sa continuité, pour autant que leur périmètre soit strictement restreint à l'utilisation actuelle tel que c'est le cas dans le projet de révision du PACom et que le règlement n'autorise que l'utilisation actuelle.

Plan

Demande :

- Affecter le centre de tri intercommunal et le cimetière situés sur les parcelles n° 70 et 122 en zone affectée à des besoins publics 15 LAT en créant deux nouvelles catégories (comme pour la grande salle d'une part et l'église et le casino d'autre part).

Règlement

Demande :

- Préciser que la nouvelle zone affectée à des besoins publics 15 LAT est uniquement destinée au centre de tri et au cimetière afin de ne pas permettre d'autres utilisations dans le cas d'une éventuelle cessation de ces activités. Adapter l'art. 3, al. 1, let. m et le chapitre 14.

Dimensionnement : non-conforme à analyser

Avant révision, la zone à bâtir présente une sur-capacité d'accueil de 182 habitants. Selon les chiffres transmis, après révision, le dimensionnement présente une sous-capacité de 7 habitants. Les mesures prises dans la révision du plan d'affectation ont donc un impact considérable sur le dimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte. Le bilan du dimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte répond aux exigences de la mesure A11 du plan directeur cantonal.

L'extension de la zone à bâtir sur la parcelle n° 133 n'est pas justifiée dans le rapport 47 OAT et les emprises pour cette modification ainsi que pour l'extension sur la parcelle 155 ne sont pas indiquées. Si l'extension pour cette dernière parcelle est admise sous réserve d'un complément au rapport 47 AOT, à première vue, l'extension sur la parcelle 133 ne répond pas à une mise en conformité d'aménagements ou bâtiments existants. L'extension de la zone à bâtir à cet endroit n'est pas admise.

Plan

Demandes

- Retirer l'extension de la zone à bâtir sur la parcelle 133 et conserver ce secteur en zone agricole.

Rapport 47 OAT

- Indiquer la superficie de l'extension sur la parcelle n° 155.

Modifications de détail : non-conforme à transcrire

L'al. 3 de l'art. 6 du règlement doit préciser que les parcelles concernées par la disponibilité des terrains sont représentées sur le plan d'affectation et ne pas citer les parcelles concernées.

Il découle des alinéas 9 et 10 de l'art. 52 LATC que la taxe n'est pas due entre le premier jour de l'enquête publique du projet de construction et l'échéance de la validité du permis de construire au sens de l'art. 118 LATC. L'art. 6 al. 2 let. c du règlement communal prévoit une taxe réduite dès la délivrance du permis de construire. Dès lors que l'art. 52 al. 9 LATC ne permet aucune mesure fiscale dès le premier jour de l'enquête publique et que celle-ci ne peut être reprise qu'en cas de non-utilisation du permis de construire dans le délai prévu à l'art. 118 LATC, force est de constater que la LATC ne permet pas de mesure fiscale lorsqu'un permis de construire valable existe. Ainsi, l'art. 6 al. 2 let. c du règlement communal ne repose sur aucune base légale et doit être supprimé.

L'alinéa 1 de l'art. 33, et art. 60 al. 1 n'ont pas leur place dans le règlement car ils ne concernent pas une règle de construction.

Les articles 51 et 52 concernant la zone de verdure 15 LAT – parcs et sport doivent être plus précis en lien avec la destination et les droits à bâtir.

Sauf erreur, l'« Autre zone superposée A (Aire forestière 18 LAT) » qui est indiquée dans la légende du plan n'est pas présente sur le plan.

Les taxes et émoluments administratifs sont régis par un règlement distinct.

Plan

- Si elle n'existe pas (ou plus), supprimer l'« Autre zone superposée A (Aire forestière 18 LAT) de la légende.

Règlement

Demande :

- Modifier l'art. 6, al. 3 selon les explications ci-dessus.
- Supprimer l'art. 33, al. 1 et l'art. 60, al. 1.
- Ajouter dans l'art. 51 que la zone de verdure 15 LAT – parcs et sport doit être « majoritairement verte » et donner une limite aux installations en termes de droits à bâtir.
- Donner des droits à bâtir plus précis dans l'art. 52.
- Supprimer l'art. 82.
- Si elle n'existe pas (plus), supprimer l'« Autre zone superposée A (Aire forestière 18 LAT) soit l'art. 9 en entier.
- Supprimer l'art. 6 al. 2 let. c.

Direction des projets territoriaux (DGTL-DIP)

Sites et projets stratégiques – Améliorations foncières

Répondant : Denis Leroy

T: 021 316 64 42

M : denis.leroy@vd.ch

Date du préavis : 25.08.2022

1 BASES LÉGALES

Art. 50 LATC et 4 LAF

2 GÉNÉRALITÉS

Le dossier a été examiné en regard du principe de coordination entre les aspects fonciers et l'aménagement du territoire.

3 PRÉAVIS

Une parcelle ne peut être affectée en Zone affectée à des besoins publics que si la commune ou toute autre entité publique ou parapublique dispose de la maîtrise foncière. Dans le cas du projet de PACom, la parcelle no 16 affectée en Zone affectée à des besoins publics appartient à des propriétaires privés. Le rapport 47 OAT ne donne pas d'informations quant à la cession de ces terrains. Il faut cependant relever que les propriétaires de cette parcelle sont également propriétaires de la parcelle no 14 située de l'autre côté de la rue.

- Si la Commune souhaite disposer de cette parcelle, une convention sera signée entre la Commune et les propriétaires en vue de l'acquisition de la parcelle no 16 par la Commune. La convention signée avant l'enquête publique accompagnera le dossier du PACom lors de son approbation par le Département. Le rapport 47 OAT sera complété. Si ce projet d'acquisition ne peut aboutir, l'affectation de cette parcelle doit être modifiée (à relever que le PGA de 1980 affectait cette parcelle en Zone de verdure et de construction d'utilité publique).

Division sites et projets stratégiques (DGTL-SPS) et Unité économie régionale du service de la promotion de l'économie et de l'innovation (SPEI-UER)

Répondants : Isabelle Merle (DGTL-SPS) – Olivier Roque (SPEI-UER)

T : 021 316 64 60 - 021 316 60 11

M : isabelle.merle@vd.ch – olivier.roque@vd.ch

Date du préavis : 23.09.2022

Préavis selon le système de gestion des zones d'activités (SGZA)

PRÉAMBULE

Le projet de Plan d'affectation communal (PACOM) de Dompierre (version du 15 juillet 2022) est transmis pour préavis dans le cadre de l'examen préalable. S'agissant de la confirmation d'une zone à bâtir destinée aux activités artisanales, ce projet doit être examiné du point de vue du SGZA.

BASES LÉGALES ET MESURES DU PLAN DIRECTEUR CANTONAL

LAT : art. 15

OAT : art. 30a

PDCn : ligne d'action D1, mesure D11 et D12

ARGUMENTAIRE

Selon la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT), les communes doivent veiller à planifier et dimensionner les zones d'activités par-delà les frontières communales afin qu'elles répondent aux besoins prévisibles pour les quinze années suivantes. Dans cette optique, les confirmations de zone d'activité doivent répondre à un besoin avéré. Conformément au Plan directeur cantonal une stratégie régionale de gestion des zones d'activités doit être établie. La ligne d'action D1 et la mesure D12 fixent les objectifs auxquels doit répondre la stratégie en termes de dimensionnement, d'utilisation rationnelle du sol, de localisation et d'accessibilité.

Selon l'étude cantonale « Stratégie de gestion des zones d'activités, étude de base » de 2016, la région Broye montre un surdimensionnement des zones d'activités à l'horizon 2030. Ceci est confirmé dans la stratégie régionale de gestion des zones d'activité en cours d'élaboration.

Selon la SRGZA contenue dans le PDR Broye, la zone d'activités de Dompierre est un secteur de 5'838 m² totalement bâti et utilisé. Par ailleurs le PACOM maintient la zone d'activités 15 LAT sans modifier les droits à bâtir.

Prise de position :

S'agissant d'une confirmation de zone d'activité déjà largement bâtie et dont le règlement est confirmé, le plan n'est pas conditionné à la validation de la stratégie régionale de gestion des zones d'activités.

Le règlement (article 53 ou nouvel article) devra être complété selon la demande suivante :

- Logement de gardiennage : le logement n'est pas admis en zone d'activités. Il peut l'être à titre exceptionnel s'il est nécessaire à l'activité de l'entreprise (garde, surveillance). Le cas échéant, il doit être limité, intégré au bâtiment d'activité et ne pas se situer en rez-de-chaussée. Le règlement du plan d'affectation doit clairement indiquer ces contraintes et devra être complété.

Conclusion

Préavis favorable :

En application de la LAT, de l'OAT, du PDCn, et tenant compte de ce qui précède, la Direction des projets territoriaux de la DGTL et l'Unité Economie régionale du SPEI émettent un préavis favorable au projet de plan d'affectation conditionné à la prise en compte des demandes ci-dessus (puces).

Direction du logement (DGTL-DIL)

Répondant : Vincent Haymoz

T : 021 316 63 90

M : vincent.haymoz@vd.ch

Date du préavis : 06.10.2022

Logements d'utilité publique : Pas concerné

DIRECTION GENERALE DE L'ENVIRONNEMENT (DGE)

Direction de l'énergie (DGE-DIREN)

Répondante : Céline Pahud

T : 021 316 75 55

M : celine.pahud@vd.ch

Date du préavis : 16.09.2022

N'a pas de remarque à formuler.

Direction de l'environnement industriel, urbain et rural (DGE-DIREV)

Division air, climat et risques technologiques (DGE-ARC)

Répondant : Bertrand Belly

T : 021 316.43.66

M : bertrand.belly@vd.ch

Date du préavis : 30.09.2022

LUTTE CONTRE LE BRUIT

1. BASES LÉGALES

- RS 814.01 Loi fédérale sur la protection de l'environnement (LPE) du 07.10.83
- RS 814.41 Ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit (OPB) du 15.12.86.

2. PRÉAVIS

DEGRÉ DE SENSIBILITÉ AU BRUIT (DS) :

Les DS permettent de fixer les valeurs limites des zones auxquelles ils sont attribués.

La Direction générale de l'environnement (DGE) accepte l'attribution du degré de sensibilité DS à l'ensemble des zones du plan d'affectation communal, sous réserve des modifications suivantes :

- Dans les zones en DSIII les activités moyennement gênantes en sens de l'art. 43 OPB doivent être autorisées.
- Remplacer la terminologie « activités compatibles avec l'habitation » par « activités moyennement gênantes »

Division protection et qualité des eaux (DGE-PRE)

Assainissement urbain et rural (DGE-ASS/AUR)

Répondant : Simon Pérusse-Fortier

T : 021 316 75 39

M : simon.perusse-fortier@vd.ch

Date du préavis : 24.10.2022

1. BASES LÉGALES ET DIRECTIVES

- Art 7, 10 et 11 LEaux (Loi fédérale sur la protection des eaux)
- Art. 5 et 46 OEaux (Ordonnance sur la protection des eaux)
- Art. 19 LAT (Loi fédérale sur l'aménagement du territoire)
- Art. 20 et 21 LPEP (Loi sur la protection des eaux contre la pollution)
- Art. 36, 49 et 53 LATC (Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions)
- Directive sur la gestion des eaux urbaines par temps de pluie (VSA, 2019)

2. PLANS GÉNÉRAUX D'ÉVACUATION DES EAUX

La Commune de Dompierre dispose d'un Plan Général d'Evacuation des Eaux (PGEE), approuvé par le Département le 31 janvier 2005.

Le Plan Général d'Evacuation des Eaux Régional (PGEEr1) de l'association intercommunale pour l'épuration de eaux usées de la Moyenne Broye (EMB), dont fait partie la Commune de Dompierre, est en cours d'élaboration.

3. REMARQUES GÉNÉRALES

Le rapport explicatif selon l'article 47 OAT intègre bien la problématique de l'évacuation des eaux.

4. PRÉAVIS

- Le paragraphe de l'état de l'équipement du chapitre 2 [Recevabilité], la phrase doit être modifiée pour indiquer que « Dès 2025-2026, le réseau sera relié à la STEP de la MOYENNE Broye à Lucens ».
- Le PACom doit examiner l'impact du développement territorial sur les infrastructures liées à l'évacuation et à l'épuration des eaux, tant de manière quantitative (dimensionnement) que qualitative (état des équipements). Le rapport 47 OAT doit être complété dans ce sens. Les plans d'affectation partiels ou spéciaux devront expliciter les mesures nécessaires d'assainissement, en relation avec le PGEE.

Direction des ressources et du patrimoine naturels (DGE-DIRNA)

Division géologie, sols et déchets (DGE-GEODE)

Dangers naturels (DGE-GEODE/DN)

Répondant : Nicolas Gendre

T : 021 316 47 94

M : nicolas.gendre@vd.ch

Date du préavis : 01.11.2022

1. PRÉAMBULE

Sur mandat de la Direction générale de l'environnement (DGE), l'Unité des Dangers Naturels (DGE-DN) établit le préavis de synthèse relatif aux dangers naturels sur la base des préavis de l'ensemble des Divisions compétentes au sein de la DGE (EAU, FORET). Au besoin, les cas sont discutés en Commission interservices des dangers naturels (CIDN).

2. SITUATION DE DANGERS D'APRÈS LES DERNIÈRES DONNÉES DE BASE

La zone à bâtir de la commune n'est exposée à aucun danger naturel selon les dernières cartes de dangers naturels (<https://www.cdn.vd.ch/>).

3. PRÉAVIS ET REMARQUES

La DGE constate que la commune est située dans aucune zone de danger et ne nécessite donc aucune transcription des dangers naturels dans son plan et dans le règlement.

La DGE émet donc un préavis « sans remarque » concernant les dangers naturels.

Division ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

Economie hydraulique (DGE-EAU/EH)

Répondant : Yves Scheurer

T: 021 316 18 44

M : yves.scheurer@vd.ch

Date du préavis : 27.10.2022

Eaux météoriques : non conforme à transcrire

Règlement

Demande.s :

L'article 21 al 2 du règlement est à formuler comme suit :

- L'évacuation des eaux météoriques des parcelles doit être conforme au PGEE communal. En fonction des possibilités en relation avec la perméabilité du sous-sol, l'infiltration et/ou la rétention des eaux sont à privilégier selon les normes en vigueur.

Cours d'eau - étendue d'eau : non conforme à transcrire

Espace réservé aux eaux

Plan

Demande.s :

- L'espace réservé aux eaux est à afficher en contenu superposé aux affectations du plan sous forme d'un polygone continu. Sa représentation sera distincte des autres éléments du plan d'affectation, afin d'assurer une bonne lisibilité et compréhension du document.
- Les cotes de largeur de l'ERE, par tronçon de cours d'eau, sont à ajouter sur le plan d'affectation au 1:5'000.

Règlement

Demande.s :

- L'article 12 du règlement est à formuler comme suit :
 1. L'espace réservé aux eaux est déterminé selon le droit fédéral (loi fédérale sur la protection des eaux et ordonnance sur la protection des eaux) et illustré sur le plan. Sa largeur est définie sur le plan.
 2. En cas de projet de construction dans ses abords, la position exacte est à définir sur site, selon l'axe du cours d'eau et/ou de la ligne de rive constatée dans le terrain.

3. A l'intérieur de l'espace réservé aux eaux, sont réservées toutes autres dispositions légales notamment celles relatives à la protection des eaux.

Dangers naturels inondation : sans objet

Eaux souterraines - Hydrogéologie (DGE-EAU/HG)

Répondant : Thierry Lavanchy

T : 0213167543

M : thierry.lavanchy@vd.ch

Date du préavis : 07.11.2022

Eaux souterraines : non conforme à transcrire

Rapport d'aménagement 47 OAT

Demande :

- Corriger le chapitre consacré à la protection des eaux souterraines « Secteurs de protection des eaux souterraines » en précisant les mesures d'organisation du territoire au regard de la protection des eaux souterraines d'intérêt public selon les prescriptions et la terminologie des bases légales fédérales. En particulier, les secteurs de protection des eaux visent une protection générale sur l'ensemble du territoire, alors que les zones de protection des eaux constituent une protection bactériologique des eaux captées pour la consommation, en l'occurrence les zones de protection des eaux des captages de la Seyve, alimentant le réseau communal de distribution d'eau potable. Etant les plus restrictives en matière d'aménagement du territoire, ce sont les zones S1, S2 et S3 de protection des eaux qui sont reportées sur le PACom. Dans le cas présent, les zones de protection des eaux concernent de la zone agricole 16 LAT et de l'aire forestière 18 LAT. Des conditions d'exploitation agricoles et forestières permettant de préserver la qualité des eaux souterraines devront être observées.
- Etant donné que ce chapitre mentionne également les secteurs de protection des eaux, son titre sera plus générique, par exemple « Protection des eaux souterraines ». Le secteur Au de protection des eaux, qui concerne une majeure partie du village, implique également des contraintes en matière d'aménagement. En effet, dans un tel secteur, il est notamment interdit de mettre en place des installations qui sont situées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe souterraine (OEaux, al. 2 du point 211 de l'Annexe 4) ou d'infiltrer des eaux pluviales altérées dans le sol. Les installations de stockage de liquides de nature à polluer les eaux sont soumises aux articles 22 à 25 de la LEaux, aux articles 32 et 32a de l'OEaux, ainsi qu'à son annexe 4 chiffres 211.

Plan

Demandes :

- Corriger la terminologie des informations reportées sur le plan en matière de protection des eaux (zone et non secteur).
- Modifier l’emplacement des indices des zones de protection des eaux dans la légende (immédiatement après le terme « zone » et non à la fin) (ex : Zone S1 de protection des eaux souterraines et non Zone de protection des eaux souterraines – S1).

Règlement

Demandes :

- Art. 13, titre et alinéa 1 : Corriger la référence erronée au secteur de protection des eaux souterraines en indiquant les zones de protection des eaux.
- Art. 13, alinéas 2, 3 et 4 : Supprimer ces trois alinéas, car les restrictions y figurant sont erronées ou non exhaustives.
- Art. 13 : Ajouter un alinéa stipulant que tous travaux pouvant toucher directement ou indirectement une zone de protection des eaux doivent être soumis au service cantonal compétent.
- Art. 30, alinéa 3 : Compléter cet article en précisant que les constructions souterraines ne sont pas autorisées au-dessous du niveau piézométrique moyen de la nappe en secteur Au de protection des eaux.

Eaux météoriques : non conforme à transcrire

Règlement

Demande :

- Art. 20, alinéa 5 : Ajouter une réserve indiquant qu’une autorisation cantonale est requise selon l’article 12a de la loi cantonale vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP).
- Art. 21, alinéa 2 : Ajouter une réserve indiquant qu’une autorisation cantonale est requise selon l’article 12a de la loi cantonale vaudoise sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP).

Division biodiversité et paysage (DGE-BIODIV)

Répondant : Franco Ciardo

T : 021 557 82 12

M : franco.ciardo@vd.ch

Date du préavis : 08.12.2022

Planification directrice : non conforme à transcrire

Rapport 47 OAT

Le territoire communal est traversé par une échappée transversale de la mesure C12 du PDCn.

Demande :

- Ajouter la mesure C12 du PDCn « Enjeux paysagers cantonaux » dans les mesures principales du PDCn.

Inventaire naturel : non conforme à transcrire

Règlement

Des espèces prioritaires protégées selon l'art. 20 OPN sont présentes dans le périmètre du plan (amphibiens et hirondelle de fenêtre notamment) indiquant que des biotopes au sens des art. 4a LPNS et 18 et suivants LPN, sont présents dans ce périmètre.

De plus, le périmètre du plan s'insère dans une région où l'utilisation du sol est intensive.

C'est pourquoi la DGE-BIODIV demande que les compensations prévues par l'art. 18b LPN soient mise en œuvre sous forme d'un article spécifique dans le règlement.

Demandes :

- Compléter l'article 15 alinéa 2 : Il est interdit d'introduire des animaux ou plantes figurant sur la liste noire ou sur la liste d'observation (watch list) des néophytes envahissants ...
- Ajouter un article « biotopes » qui mentionne que : « Les cours d'eau et leurs rives, les biotopes, les animaux et les plantes dignes d'être protégés sont régis par les dispositions de la législation sur la protection de la nature fédérale et cantonale. Aucune atteinte ne peut leur être apportée sans autorisation préalable du DJES. »
- Ajouter un article ou un alinéa mentionnant que tous travaux sur des bâtiments existants pouvant porter atteinte à des espèces protégées sont soumis à autorisation du service cantonal en charge de la protection de la nature en vertu des art. 22 LFaune et 8 RLFaune. Proposition de formulation : (1) « Les travaux de rénovation ou d'isolation sur l'enveloppe de bâtiments abritant des espèces protégées ne sont autorisés qu'entre septembre et fin février. (2) En cas de démolition d'un bâtiment comportant des nids, des nichoirs de remplacement doivent être installés dans un périmètre de moins de 50m. (3) Lors de la

construction de nouveaux bâtiments, l'intégration de nichoirs pour les espèces nicheuses est vivement recommandée. »

- Art. 69, modifier comme suit : Les installations et constructions susceptibles d'entraver définitivement le transit de la faune (clôtures étanches, murs continus, constructions d'envergure etc.) ne sont en principe pas admises.

Division inspection cantonale des forêts (DGE-FORET)

Répondant : Nathalie Grandjean

T : 021 316 61 54

M : nathalie.grandjean@vd.ch

Date du préavis : 01.09.2022

PARTIE FORÊT

PLAN

1 DÉLIMITATION DE L'AIRE FORESTIÈRE

1.1 La limite de la forêt est figurée correctement sur le plan d'affectation, dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres qui la confine. Elle correspond à la délimitation de la forêt effectuée par la DGE-FORET en date du 07 octobre 2005 et mise à l'enquête du 27 mars 2007 au 26 avril 2007.

1.2 Le plan d'affectation permet de distinguer clairement l'aire forestière figurant à titre indicatif, de celle qui confine la zone à bâtir et dont la limite légale est fixée dans le plan au sens de l'art. 24 LVLFo.

Par soucis de clarté et d'uniformité, la DGE-FORET demande de compléter la légende de la sorte :

Demande :

- Légende 1 (trait-tillé rouge) : Aire forestière statique (18 LAT) selon constatation de la nature forestière (art. 24 LVLFo)
- Légende 2 (fond vert) : Aire forestière (18 LAT) à titre indicatif (art. 1 RLVLFo)

2 AFFECTATIONS

Les affectations projetées ne présentent pas d'inconvénients majeurs pour la forêt (pression sur les fonctions forestières, exploitation forestière, vidange des bois, accès du public, etc.). Les objectifs de planification sont compatibles avec la conservation de la forêt.

3 PÉRIMÈTRES D'IMPLANTATION

3.1 Les périmètres d'implantation des constructions sont situés à plus de 10 mètres des lisières forestières. Ils n'appellent pas de remarque particulière.

3.2 La DGE-FORET précise que les travaux (terrassements, fouilles, etc.) et aménagements extérieurs (terrasses, dallages, luminaires, cheminements, etc.) nécessaires à la réalisation et à l'usage des ouvrages/bâtiments doivent également être situés à plus de 10 mètres de l'aire forestière.

CONSTATATION DE LA NATURE FORESTIÈRE

Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de la nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celle-ci.

RÈGLEMENT

Les dispositions réglementaires relatives à l'aire forestière ne sont pas suffisantes et doivent être remplacée comme ci-dessous :

Demande :

- Dispositions particulières (art. 73 du règlement)
- 1) L'aire forestière est régie et définie par les dispositions de la législation forestière fédérale et cantonale.
- 2) Sans autorisation préalable du service forestier, il est notamment interdit de couper des arbres et de faire des dépôts en forêt, de construire, d'ériger des barrières et de faire des feux en forêt et à moins de 10 mètres des lisières.
- 3) Le présent plan d'affectation constitue le document formel de constatation de la nature forestière et de limite des forêts aux termes de la législation forestière fédérale, dans la zone à bâtir et dans la bande des 10 mètres confinant celle-ci.
- 4) Hors de la zone à bâtir et de la bande des 10 mètres qui la confine, l'aire forestière est figurée sur le plan à titre indicatif. Elle est déterminée par la nature des lieux. Son statut est prépondérant sur celui prévu par le zonage.

RAPPORT 47 OAT

Du point de vue forestier, les impacts du plan d'affectation sur l'aire forestière ont été correctement appréhendés, raison pour laquelle nous pouvons souscrire aux analyses et conclusions du rapport d'impact sur l'environnement.

PARTIE DANGERS NATURELS

D'après les dernières données de base, aucun secteur en zone à bâtir (selon 15 LAT) n'est exposé à des dangers naturels couverts par la DGE-FORET.

CONCLUSION

Sous réserve de la prise en considération des remarques formulées ci-dessus, la DGE-FORET délivre un préavis favorable à l'approbation du plan d'affectation par le Département en charge de l'aménagement du territoire.

BASES LÉGALES

Constatation de nature forestière

- art. 10 LFo
- art. 23 LVLFo (compétence)
- art. 24 LVLFo (procédure)

Délimitation des forêts

- art. 13 LFo (délimitation des forêts par rapport aux zones d'affectation)
- art. 24 RLVLFo (délimitation des forêts par rapport à la zone à bâtir)

Distance par rapport à la forêt

- art. 27 LVLFo
- art. 26 RLVLFo

Dangers naturels

- art. 36 RLVLFo

DIRECTION GÉNÉRALE DES IMMEUBLES ET DU PATRIMOINE (DGIP)

Division monuments et sites (DGIP-MS)

DGIP-DAP-DMS-SECTION Planification

Répondant : Caroline Caulet Cellery

T: 021 316 73 34

M : caroline.caulet-cellery@vd.ch

Date du préavis : 17.08.2022

- La Loi sur la protection du patrimoine culturel immobilier (LPrPCI) est entrée en vigueur au 1er juin 2022. La DGIP-MS demande d'adapter le dossier à la nouvelle législation en vigueur.

1 PLAN

PARCELLE 32

La DGIP-MS questionne l'implantation du nouveau périmètre des constructions B sur cette parcelle. Il est défini dans une logique d'implantation qui correspond au réseau routier et aux limites des constructions et non par rapport aux volumes bâtis existants.

- La DGIP-MS recommande de revoir son implantation.

RECENSEMENT ARCHITECTURAL ET PROTECTIONS SPÉCIALES

La DGIP-MS relève que les objets notés au recensement indiqués en légende ne figurent pas en plan.

- Elle demande de modifier le plan et d'indiquer sur la légende du PACom les différentes mesures de protection en se référant au modèle de légende type suivant :

PATRIMOINE – MESURES DE PROTECTION

objets classés (MH) (p. ex. hachuré en carreaux)

objets inscrits à l'inventaire (INV) (p.ex. hachuré en diagonal)

PATRIMOINE – RECENSEMENT ARCHITECTURAL

objets notés *2* au recensement architectural (rose)

objets notés *3* au recensement architectural (violet)

objets notés *4* au recensement architectural (bleu)

PATRIMOINE – ZONES ET SECTEURS PROTEGES

Zones de site construit protégé 17 LAT (NORMAT VD 3901)

Secteurs de protection du site bâti 17 LAT (NORMAT VD 5101)

INVENTAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION HISTORIQUES (IVS)

- La DGIP-MS demande d'indiquer les voies de communication historiques d'importance nationale « avec substance » participant au réseau selon la légende de la Confédération. Elle demande de compléter la légende en ce sens.

2 RÈGLEMENT DU PLAN D'AFFECTATION (RPACOM)

RECENSEMENT ARCHITECTURAL ET PROTECTIONS SPÉCIALES

Art. 11 al. 3 RPACom

- La DGIP demande de compléter l'article en mentionnant que la DGIP-MS doit être consultée sur les périmètres correspondants aux abords des objets classés et inscrits à l'inventaire.

Art. 18 RPACom

- La DGIP-MS demande de compléter l'article en précisant les mesures de protection patrimoniales pour les objets classés et inscrits à l'inventaire conformément à la LPrPCI.

INVENTAIRE DES VOIES DE COMMUNICATION HISTORIQUES (IVS)

Art. 16 RPACom

- La DGIP-MS demande de compléter en mentionnant que « les tronçons de voies nationales avec substance sont soumis à l'OIVS ». Le plan indique un réseau régional et le RPACom ne le mentionne pas. La DGIP-MS demande de vérifier ce point.

3 RAPPORT 47OAT (R47OAT)

RECENSEMENT ARCHITECTURAL ET PROTECTIONS SPÉCIALES

Chapitre Recensement architectural R47OAT

- La DGIP-MS demande d'adapter le chapitre à la LPrPCI (supprimer la référence à la LPNMS) et de remplacer le terme « inscrits au recensement » par « notés au recensement »

Division archéologie cantonale (DGIP-ARCHE)

Répondant : Benoît Montandon

T : 021/ 316.74.73

M : benoit.montandon@vd.ch

Date du préavis : 09.12.2022

Patrimoine culturel - Archéologie : non conforme à transcrire

La problématique de l'archéologie a bien été prise en compte dans l'ensemble des documents. Néanmoins, il faut la traiter en se référant à la nouvelle Loi sur la Protection du Patrimoine Culturel Immobilier (LPrPCI) entrée en vigueur le 1er juin 2022.

Rapport selon art. 47 OAT

Demande :

- Modifier le chapitre concernant les Régions Archéologiques dans le rapport selon art. 47 OAT.
 - Les régions archéologiques sont définies par le Département compétent au sens de l'art 40 LPrPCI.
 - Conformément à l'art. 41 LPrPCI et à l'art. 14 RLPrPCI, tous travaux dans le sol impactant une surface supérieure à 5'000 m² ou un secteur linéaire supérieur à 1000 m doivent être annoncés préalablement à la mise à l'enquête publique.
 - En application de l'art. 40 LPrPCI al. 1, ces travaux doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale soumise à charges et conditions, délivrée par le département en charge de la protection du patrimoine culturel immobilier, art. 7 LPrPCI.
 - D'autres vestiges non répertoriés mais protégés par les art. 3 et 4 LPrPCI pourraient être présents dans le sous-sol. Sont également protégés les terrains contenant ces objets et leurs abords.

Règlement du Plan d'affectation communal

Demande :

- Modifier l'art. 17 dans le règlement.
 1. Les régions archéologiques telles que définies dans la LPrPCI sont indiquées sur le plan à titre indicatif ;
 2. En application de l'art. 40 LPrPCI al. 1, ces travaux dans le sol ou sous les eaux doivent faire l'objet d'une autorisation spéciale soumise à charges et conditions, délivrée par le département en charge de la protection du patrimoine culturel immobilier, art. 7 LPrPCI.
 3. L'Archéologie cantonale doit être intégrée dans la phase de planification et consultée lors de l'élaboration de plans directeurs, d'affectation ou de projets ayant un impact important au sol ou sous les eaux (art. 8 et 41 LPrPCI, art. 14 RLPrPCI).

4. En cas de découverte fortuite, la loi prescrit la suspension immédiate des travaux et l'obligation de signaler les découvertes aux autorités compétentes (art. 42 LPrPC I, art. 15 RLPrPCI).

ETABLISSEMENT CANTONAL D'ASSURANCE CONTRE L'INCENDIE ET LES ELEMENTS NATURELS (ECA)

Prévention des incendies et des éléments naturels

Répondant : Guy Müller - Division : Prévention, service conseils et autorisations

T : 058 721 24 07

M : prevention@eca-vaud.ch

Date du préavis : 23.08.2022

L'ECA renvoie au préavis de l'Unité des Dangers Naturels et n'a pas de remarque à formuler.

DIRECTION GENERALE DE L'AGRICULTURE, DE LA VITICULTURE ET DES AFFAIRES VETERINAIRES (DGAV)

Direction de l'agriculture, de la viticulture et des améliorations foncières (DGAV-DAGRI)

Répondant : Constant Pasquier

T: 021 557 92 75

M : constant.pasquier@vd.ch

Date du préavis : 10.10.22

Conformément à l'art 10 LVLAgr, la DGAV-DAGRI se positionne comme suit sur le projet soumis à son analyse :

Surfaces d'assolement : conforme

Rapport 47 OAT

La DGAV-DAGRI prend note du bilan positif de SdA, environ 2.7 hectares, sur le périmètre concerné par le PACom. Le classement de ces surfaces en SDA reste à confirmer par des analyses pédologiques.

Zone agricole protégée 16 LAT : conforme

Règlement

Zones « vergers » et « liaisons biologiques »

La DGAV-DAGRI, peut admettre la création d'une telle zone qui ne semble pas susceptible d'impacter de manière significative les exploitants de ces parcelles.

Zone agricole protégée 16 LAT : non conforme à transcrire

Rapport 47 OAT, page 9

La mention concernant la zone agricole protégée « vergers » : « ... Elle est inconstructible à l'exception de certaines installations liées à la garde d'animaux. ... » est erronée et ne correspond pas aux dispositions cantonales et fédérales mentionnée dans le règlement :

- La DGAV demande de supprimer la phrase : ... Elle est inconstructible à l'exception de certaines installations liées à la garde d'animaux.

En conclusion la DGAV-DAGRI préavise défavorablement le présent projet compte tenu de la remarque ci-dessus.

DIRECTION GENERALE DE LA MOBILITE ET DES ROUTES (DGMR)

Division administration mobilité (DIRH/DGMR/ADM)

Division planification (DGMR-P)

Répondante : DGMR, Responsable mobilité durable

T: 021 316 73 73

M : info.dgmr@vd.ch

Date du préavis : 26.09.2022

1 STATIONNEMENT POUR VOITURES

Sur la base de l'article 24 al.3 de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC ; RS 700.11), le Règlement de la planification doit se référer aux normes correspondantes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 40281 pour les voitures) pour fixer le besoin en places de stationnement pour les voitures.

La DGMR-P constate que l'article 20 al.1 du Règlement fait bien référence à la norme, mais reprend l'ancienne numérotation (SN 640 281), ce qui prête à confusion.

- La DGMR-P demande de modifier l'article 20 al.1 en indiquant « [...] est conforme à la norme VSS en vigueur. »

2 STATIONNEMENT POUR VÉLOS

Sur la base de l'article 24 al.3 de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC; RS 700.11), le Règlement de la planification doit se référer aux normes correspondantes en vigueur de l'Association suisse des professionnels de la route et des transports (actuellement VSS 40065 pour les vélos) pour fixer le besoin en places de stationnement pour les vélos.

En application de l'article 32 du Règlement d'application de la Loi sur l'aménagement du territoire et les constructions (RLATC), les équipements de stationnement pour vélos doivent être abrités, situés proches des entrées principales des bâtiments (les fonds de caves et de garages sont à éviter) et offrir des systèmes efficaces contre le vol et le vandalisme.

La DGMR-P constate que l'article 20 al.4 du Règlement fait bien référence à la norme, mais reprend l'ancienne numérotation (SN 640 065), ce qui prête à confusion. De plus, le stationnement pour vélos doit être dimensionné pour les logements mais également pour les activités, ce qui n'est pas indiqué dans l'article 20 al.4.

La norme traitant de l'aménagement, de la géométrie et des équipements du stationnement pour vélos est la norme VSS 40066 et non la norme VSS 40065. Pour plus de précision, il faut donc faire référence « aux normes » et non à « la norme ».

- La DGMR-P demande de modifier l'article 20 al.4 en indiquant « Pour les bâtiments d'au moins 4 appartements et pour les activités, le nombre et le dispositif d'aménagement des places de stationnement pour vélos sont conformes aux normes VSS en vigueur. »

Division management des transports (DGMR-MT)

Répondante : DGMR, Responsable mobilité durable

T: 021 316 73 73

M : info.dgmr@vd.ch

Date du préavis : 26.09.2022

CONSERVATION DE CHEMINS PORTÉ À L'INVENTAIRE CANTONAL DES CHEMINS DE RANDONNÉE PÉDESTRE

Sur la base de l'article 6 let. c de la Loi fédérale sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (LCPR; RS 704), de l'article 3 al. 3c de la Loi fédérale sur l'aménagement du territoire (LAT ; RS 700), de l'article 6° de l'ordonnance sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre (OCPR; RC 704.1) et des mesures A23 et D21 du Plan directeur cantonal, la continuité, la qualité et la sécurité des itinéraires portés à l'inventaire cantonal des chemins de randonnée doivent être garanties. L'inventaire peut être visualisé sur www.geo.vd.ch (thème mobilité, puis mobilité douce). Tout déplacement du tracé ou modification du revêtement est à définir en collaboration avec le service cantonal en charge de la mobilité.

La DGMR-MT signale que des itinéraires pédestres de « l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre » parcourent le territoire communal. Elle relève que les tracés de ces itinéraires ne sont pas reportés sur le Plan et ne sont pas mentionnés dans le Règlement.

- La DGMR-MT demande de représenter les itinéraires pédestres de « l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre » sur le Plan et de compléter le Règlement en ajoutant un article indiquant que la continuité, la qualité et la sécurité des itinéraires portés à l'inventaire cantonal des chemins de randonnée pédestre doivent être garanties et que tout déplacement du tracé ou modification du revêtement est à définir en collaboration avec le service cantonal en charge de la mobilité.

La DGMR-MT rappelle que l'entretien des sentiers est à la charge de la commune (art. 1 et 20 LRou).

Division finances et support – routes (DIRH/DGMR/FS)

Répondante : Daniela Cabiddu

T : 021 316 70 57

M : daniela.cabiddu@vd.ch

Date du préavis : 06.10.2022

- Les bâtiments qui ont une note de 1 à 2 au recensement architectural doivent être protégés même si ces bâtiments sont une contrainte pour la circulation routière. Les limites des constructions passeront par les façades de ces bâtiments, en particulier si ces bâtiments font l'objet d'une mesure de protection de type classé MH (monument historique) ou inscrit à l'INV (inventaire).
- Les bâtiments qui constituent une contrainte pour la circulation routière en termes de visibilité et de sécurité et qui ont une note de 3 à 4 au recensement architectural bénéficieront de la teinte rose telle qu'elle est définie au paragraphe 2.2.2 des « Directives pour l'établissement des plans fixant les limites des constructions (LCR) ».
- Cette remarque est valable par exemple pour les bâtiments des parcelles 13, 14, 232, 235 de la commune de Dompierre qui ont une note 4 au recensement architectural. Dans ce cadre, le bâtiment sis sur la parcelle 32 doit aussi être traité ... (liste non exhaustive).
- Pour mettre à jour sa base de données informatique sur les limites des constructions, la Direction générale de la mobilité et des routes (DGMR) demande que les données informatiques sur les limites des constructions lui soient fournies conformes au modèle de géodonnées minimum 80-VD et 42-VD. Ces géodonnées seront transmises à l'adresse interlis.dgmr@vd.ch avec la demande d'approbation des plans.

SERVICE DE LA PROMOTION DE L'ECONOMIE ET DE L'INNOVATION (SPEI)

Service de la promotion de l'économie et de l'innovation, Unité Economie régionale (SPEI/UER)

Répondant : Olivier Roque

T : 021 316 60 11

M : olivier.roque@vd.ch

Date du préavis : 29.09.2022

Le SPEI-UER s'est coordonné avec la DGTL-DIP pour établir un préavis commun.

Se référer au préavis DGTL-DIP dans le présent document.

Office de la consommation – Inspection des denrées alimentaires et des eaux- distribution de l'eau (OFCo)

Répondant : Christian Hoenger

T : 021 316 43 56

M : christian.hoenger@vd.ch

DATE DU PRÉAVIS : 10.11.2021. BASES LÉGALES

- Loi sur la distribution de l'eau (LDE, RSV 721.31)
- Règlement sur l'approbation des plans directeurs et des installations de distribution d'eau et sur l'approvisionnement en eau potable en temps de crise (RAPD, RSV 721.31.1).

2. GÉNÉRALITÉS

Pas de remarque au vu des informations fournies par le plan directeur de la distribution de l'eau (PDDE), en cours de mise à jour dans le cadre des discussions intercommunales actuellement menées avec 3 autres communes de la région.

3. PRÉAVIS

L'OFCO-DE préavise favorablement le dossier soumis.

SERVICE DE LA SECURITE CIVILE ET MILITAIRE (SSCM)
--

Protection civile (SSCM-PCI)

Répondante : Pamela Nunez

T : 021 316 51 36

M : pamela.nunez@vd.ch

Date du préavis : 28.09.2022

Obligation de construire selon l'article 70 lettre 1a de l'OPCi, le nombre de places protégées à réaliser sera déterminé lors de la dépose du permis de construire.

Municipalité
de la Commune de Dompierre
Route de Lucens 1
1682 Dompierre (VD)

Personne de contact : Kévin Ramirez
T 021 316 76 51
E kevin.ramirez@vd.ch
N/réf. 198562

Lausanne, le 30 novembre 2023

Commune de Dompierre

Plan d'affectation communal – questions en suspens suite à la séance du 7 septembre 2023

Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux,

Pour faire suite à la séance tenue le 7 septembre 2023 dans les locaux de la Direction générale du territoire et du logement (DGTL) en présence de Mme Seuret et M. Ramirez, nous vous faisons part, ci-dessous, de nos déterminations sur les questions restées en suspens et les demandes de l'examen préalable qui sont modifiées suite à une coordination avec les services concernés et validation par ces derniers.

Ces éléments précisent et modifient les demandes de l'examen préalable. C'est pourquoi ce courrier devra être inclus dans le dossier qui sera soumis pour l'enquête publique.

Modifications de détail sur le règlement – Direction générale du territoire et du logement, Direction de l'aménagement (DGTL-DAM)

- **Demande de supprimer l'art. 33 sur l'éclairage nocturne : abandonnée**

La DGTL-DAM renonce à cette demande de suppression.

Espace réservé aux eaux – Direction générale de l'environnement, Division Ressources en eau et économie hydraulique (DGE-EAU)

- **Demande sur la représentation de l'espace réservé aux eaux (ERE) : maintenue**

Il est précisé qu'il s'agit d'une demande générale liée à la représentation de cet élément qui doit être d'ordre surfacique et non linéaire.

- **Demande d'ajouter les cotes de largeur de l'ERE : abandonnée**

Au vu de la représentation suffisamment détaillée de l'ERE, cette demande d'ajout n'est pas maintenue.

- **Demande de reformulation de l'art. 12 consacré à l'ERE : maintenue**

Si la formulation correspond à ce qui est demandé pour les secteurs hors zone à bâtir (selon la fiche d'application relative au traitement de l'ERE), il n'y a pas lieu d'ajouter des dispositions pour les secteurs en zone à bâtir. En effet, en zone à bâtir, ce sont les dispositions relatives à

l'affectation de l'ERE qui régissent cet espace. Dans le cas du PACom de la commune de Dompierre, il s'agit de la zone de verdure 15 LAT – valeurs paysagères (art. 48 et 49). L'art. 48 stipule précisément ce point.

Eaux souterraines – Direction générale de l'environnement, Section eaux souterraines (DGE-HG)

- **Demande de supprimer les alinéas 2, 3 et 4 de l'art. 13 : maintenue**

Comme indiqué dans l'examen préalable, les dispositions de ces alinéas sont erronées et non exhaustives. A titre d'exemple, l'al. 2 mentionne que les zones S sont inconstructibles, alors que l'inconstructibilité n'est liée qu'aux zones S1 et S2. De plus, aucune disposition n'est prévue spécifiquement pour les zones S3. C'est pourquoi il est préconisé strictement un renvoi aux bases légales fédérales et cantonales (al. 5), qui détaillent les dispositions liées à chaque zone (notamment l'art. 120 al. 1 de la loi cantonale sur l'aménagement du territoire (LATC), renvoyant à l'annexe 2 du RLATC (règlement d'application de la LATC) et l'annexe 4 de l'Ordonnance fédérale sur les eaux (OEaux)).

- **Demande d'ajouter un alinéa à l'art. 13 stipulant que les travaux touchant une zone de protection des eaux doivent être soumis au service cantonal compétent : maintenue**

De manière générale, cette demande est faite pour les travaux prenant place dans les zones de protection des eaux souterraines. Lors de la demande de permis de construire, la Commune sait ainsi qu'elle doit activer la DGE-HG et cette dernière pourra ainsi se déterminer si elle doit délivrer une autorisation ou non, indépendamment que le dossier soit soumis à l'enquête publique ou qu'il en soit exempté. Pour le cas de Dompierre, les zones S de protection des eaux souterraines étant relativement limitée et situées hors de la zone à bâtir, cette demande d'ajout ne devrait pas générer d'importants impacts pour la Commune.

- **Demande d'ajouter une réserve à l'art. 20 al. 5 indiquant qu'une autorisation cantonale est requise : abandonnée**

Selon l'art. 12a de la loi cantonale sur la police des eaux dépendant du domaine public (LPDP), une autorisation même pour ce type de cas est formellement nécessaire. Toutefois, s'agissant d'une demande relevant de la procédure de permis de construire et de cas où la DGE-HG est de toute manière consultée, nous admettons de ne pas effectuer cette transcription dans le règlement communal.

- **Demande d'ajouter une réserve à l'art. 21 al. 2 indiquant qu'une autorisation cantonale est requise : abandonnée**

Pour les mêmes raisons que ci-dessus, la DGE admet l'abandon de cette demande.

Objets patrimoniaux – Direction général des immeubles et du patrimoine, Division monuments et sites (DGIP-MS)

- **Demande de compléter l'art. 18 en précisant les mesures de protection patrimoniales pour les objets classés et inscrits à l'inventaire : maintenue**

Pour faire suite à la séance du 7 septembre dernier, la DGIP propose la formulation suivante en remplacement de l'art. 18 du règlement communal :

Art. XX : Objets et sites patrimoniaux

- 1 *La Commune tient à disposition du public le recensement architectural qui permet de déterminer quels objets et sites sont inscrits à l'inventaire cantonal ou classés au sens des art. 15ss et 25 ss de la Loi du 30 novembre 2021 sur la protection du patrimoine culturel immobilier (ci-après LPrPCI).*
- 2 *Tout propriétaire d'un objet classé ou inscrit à l'Inventaire a l'obligation de transmettre une demande préalable et de requérir l'autorisation spéciale cantonale du département compétent, Direction des Immeubles et du Patrimoine, Division monuments et sites, lorsqu'il envisage des travaux concernant cet objet.*

La Commune est bien entendu libre de compléter cet article-type par des dispositions relatives aux mesures de protection pour les bâtiments en notes *3* et *4* par ex., comme vous l'avez fait. A ce propos, les al. 3 et suivants que vous proposez conviennent tout à fait.

Nous précisons toutefois que votre al. 2 est inutile en l'état car il n'y a aucune disposition cantonale pour les objets en note *2*, si ce n'est la nécessité de requérir une mesure de protection (art. 8 al. 3 let. b RLPrPCI). Dans le cas de votre commune, les objets en note *2* sont soit classés soit inscrits à l'inventaire, ainsi il n'y a pas d'obligation de la part de la Commune de prévoir des dispositions réglementaires, bien qu'elle soit libre de le faire.

Comme précisé en séance, il conviendra d'indiquer les objets classés et inscrits à l'inventaire clairement sur le plan (respectivement par un cadrillage ou des hachures, superposés à la coloration de l'objet en lien avec le recensement architectural).

Limites des constructions – Direction générale de la mobilité et des routes – Division Finances et support (DGMR-FS)

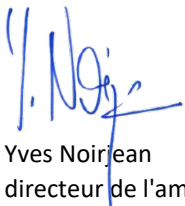
- **Demandes de compléter l'art. 18 en précisant les mesures de protection patrimoniales pour les objets classés et inscrits à l'inventaire : maintenue**

Le plan d'affectation ne comporte pas les limites des constructions sur certains tronçons bâtis. A titre d'exemple, il n'y a pas de limite de construction sur la parcelle n° 13 ; dans ce cas, c'est la distance définie dans la loi cantonale sur les routes (LRou) qui s'applique, celle-ci traversant le bâtiment ECA 61 alors qu'aucune mention de précarité (teinte rosée) n'est indiquée.

Le plan d'affectation doit ainsi être complété avec cette information en indiquant s'il s'agit d'une limite nouvelle, maintenue selon plan du XXX ou découlant de l'art. 36 LRou (dans ce dernier cas, la limite est indiquée à titre indicatif). La Commune est libre d'établir cette limite conformément à la LRou et à la Directive sur les plans fixant les limites des constructions¹.

¹ Accessible à l'adresse suivante : [https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dgmr/Documents techniques/Limite des constructions/Directives sur les limites de construction.pdf](https://www.vd.ch/fileadmin/user_upload/organisation/dgmr/Documents_techniques/Limite_des_constructions/Directives_sur_les_limites_de_construction.pdf)

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Madame et Messieurs les Municipaux, nos meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Kevin Ramirez
urbaniste

Copie
Bureau Repetti, Montreux



Direction générale du territoire
et du logement
Avenue de l'Université 5
1014 Lausanne
www.vd.ch/dgtl

REÇU LE 13 FEV. 2024

Municipalité
de la Commune de Dompierre
Route de Lucens 1
1682 Dompierre (VD)

Personne de contact : Kévin Ramirez
T 021 316 76 51
E kevin.ramirez@vd.ch
N/réf. 198562

Lausanne, le 13 février 2024

Commune de Dompierre
Plan d'affectation communal – Déterminations sur des modifications post-examen préalable

Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux,

Pour faire suite à la demande formulée dans le courriel de Mme Cachin-Moreira du 9 janvier 2024, nous vous transmettons, ci-dessous, notre détermination.

Demande de la Commune de Dompierre :


Vous souhaitez modifier l'affectation de la parcelle n° 153, prévue en zone agricole protégée 16 LAT selon le projet de plan d'affectation communal (PACom) déposé à l'examen préalable, en zone centrale 15 LAT. En contrepartie, vous proposez de modifier l'affectation de la parcelle n° 144, prévue en zone centrale 15 LAT selon le projet de PACom déposé à l'examen préalable, en zone de verdure 15 LAT.

Détermination de la Direction générale du territoire et du logement, Direction de l'aménagement (DGTL-DAM) :

Considérant que la parcelle n° 153 est actuellement affectée en zone du village (assimilée à la zone centrale 15 LAT), qu'elle est considérée comme équipée selon les informations que vous nous avez transmises et que le dimensionnement de la zone à bâtir d'habitation et mixte de la commune de Dompierre est conforme à la mesure A11 du plan directeur cantonal, nous entrons en matière pour affecter cette parcelle en zone centrale 15 LAT et pour le passage de la parcelle n° 144 en zone de verdure 15 LAT. Cette entrée en matière est toutefois conditionnée à ce que les droits à bâtir prévues sur la parcelle n° 153 n'excèdent pas ceux qui étaient prévus sur la parcelle n° 144.

Nous précisons que cette détermination modifie l'examen préalable du 23 juin 2023. C'est pourquoi ce courrier devra être inclus dans le dossier qui sera soumis à l'enquête publique.

Nous vous prions de recevoir, Monsieur le Syndic, Mesdames et Messieurs les Municipaux, nos
meilleures salutations.



Yves Noirjean
directeur de l'aménagement



Kévin Ramirez
urbaniste